N°23
JAN
2013
REVUE POLITIQUE MENSUELLE DU PCF

P.24 LE GRAND ENTRETIEN
COMMENT PARVENIR À ÊTRE LES INVENTEURS DE DEMAIN ?
Alain Hayot

P.32 COMBAT D'IDÉES
DROITISATION OU DOUBLE DYNAMIQUE ?
Gérard Streiff

P.36 SCIENCES
CONTROVERSE SÉRALINI : DE LA DIFFICULTÉ DE LA PREUVE SCIENTIFIQUE
Claire Mousset

LA REVUE DU PROJET

▶ P.6 LE DOSSIER

VIVE LE PROGRÈS !

Parti communiste français

LA REVUE DU PROJET VOUS SOUHAITE UNE BONNE ANNÉE 2013

SOMMAIRE

4 FORUM DES LECTEURS

5 REGARD

Nicolas Dutent Edward Hopper, une manière d'habiter le silence

6 ▸ 22 LE DOSSIER

VIVE LE PROGRÈS !

Édito **Amar Bellal** Bon voyage dans le progrès !

Alain Obadia Réinvestir la notion de progrès

Simone Mazauric L'idée de progrès dans l'histoire

Yvon Quiniou Devons-nous renoncer à l'idée de progrès ?

Gilles Cohen-Tannoudji Au service du progrès des connaissances, une aventure humaine exemplaire

Yvette Veyret Développement durable avec ou sans progrès ?

Sylvestre Huet Le progrès, ses dégâts, ses promesses

Jean-Numa Ducange Marx... un progrès ?

Roland Charlionet, Luc Foulquier Le capitalisme met en cause l'idée de progrès

Guy Carassus Pour un progrès humain émancipateur

Ivan Lavallée Le Progrès et ses différentes facettes

Jean-Pierre Kahane Comment progresser ?

23 SONDAGES

Immigration – Se sentir français, être vu comme un Français

24-27 TRAVAIL DE SECTEURS

LE GRAND ENTRETIEN

Alain Hayot Comment parvenir à être les inventeurs de demain ?

BRÊVES DE SECTEUR

Agriculture Les marchands ou les estomacs ?

Économie Choisir les bons interrupteurs pour rallumer les étoiles !

28 COMBAT D'IDÉES

Gérard Streiff Droitisation ou double dynamique ?

30 MOUVEMENT RÉEL

Aragon *L'homme communiste*

32 HISTOIRE

Claude Gindin Le PCF et la culture : après Argenteuil, des années fécondes

34 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Corinne Luxembourg La patrimonialisation : marqueur social et politique de territorialité

36 SCIENCES

Claire Mousset Controverse Séralini : de la difficulté de la preuve scientifique

38 REVUE DES MÉDIA

Alain Vermeersch Recomposition politique à droite, crise à gauche

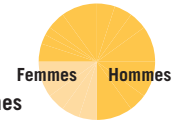
40 CRITIQUES

Coordonnées par Marine Roussillon

- LIRE : Une autre critique du capitalisme par Florian Gulli
- Philippe Baqué : *La Bio entre business et projet de société*
- Serge Bianchi : *Héros et héroïnes de la Révolution française*
- Paul Lagneau-Ymonet, Angelo Riva : *Histoire de la Bourse*
- SNETAP : *De l'agriculture à la ruralité*
- « Les Gauches latino-américaines au pouvoir », *Recherches internationales, n° 93*
- « Agir maintenant », *Économie et Politique, n°696-697*

l'Humanité Chaque mois, retrouvez *La Revue du Projet* dans les colonnes du journal de Jean Jaurès et sur le site Internet **www.humanite.fr**.

MEDIAPART Nous disposons d'une édition *La Revue du Projet* publiée et recommandée par la rédaction de **Mediapart**. **http://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-projet**



Part de femmes et part d'hommes s'exprimant dans ce numéro.

Parce que prendre conscience d'un problème, c'est déjà un premier pas vers sa résolution, nous publions, chaque mois, un diagramme indiquant le pourcentage d'hommes et de femmes s'exprimant dans la revue.

ÉDITO

Patrice Bessac, responsable du Projet

ET LA TENDRESSE, ...EL !

La situation politique bouge. À toute vitesse. Ça va très vite. Les élections partielles le montrent : ça décroche sec parmi les électrices et les électeurs de François Hollande qui lors des trois scrutins législatifs ont voté… avec leurs pieds.

La droite, elle, fait ses voix, nous le Front de gauche, faisons du surplace et l'extrême-droite (l'officielle) retrouve son niveau de l'élection présidentielle, ce qui est très nouveau car traditionnellement elle divisait ses voix par deux lors des élections partielles. Très nouveau, donc très inquiétant.

Au plan des sondages, les nouvelles livraisons montrent le dévissage du couple exécutif et ce notamment du fait d'une baisse nette du soutien de l'électorat Front de gauche au gouvernement.
Qu'en conclure ?

Pour ma part, qu'il y a non seulement de la lucidité sur l'état de la politique économique de la France mais encore des ressources sociales et électorales pour une nouvelle politique à gauche.

Ce potentiel se heurte pourtant à un problème simple : à l'heure actuelle, nous ne profitons pas de cette désillusion.

Et c'est à mon sens sur ce point que doit porter notre travail. Le problème n'est pas de crier sur le gouvernement tous les quatre matins. Le problème n'est pas de dire que nous avons raison sur tout. La seule question que nous devons nous poser est comment rassembler ces hommes et ces femmes sur une politique nouvelle. La mise en mouvement du Front de gauche et au-delà, sur l'alternative à l'austérité est la clé.

La rencontre Gauche avenir organisée par Marie-Noëlle Lieneman, l'appel d'une quinzaine de députés socialistes à s'occuper des classes populaires, les votes divergeant d'avec la solidarité gouvernementale de sénatrices et de sénateurs verts montrent que le trouble est non seulement parmi le grand nombre mais aussi parmi des responsables politiques, syndicaux, associatifs d'obédience socialiste et même sociale-démocrate.

Dès lors il faut de la tendresse, de l'intelligence et de la persévérance. De la tendresse car notre attitude ne doit pas conduire à figer les blocs. Il faut au contraire favoriser le débat public, empêcher qu'il se cristallise dans des défenses *pro domo*, il faut favoriser la porosité. En terme ancien, activer les contradictions. De l'intelligence et d'abord de l'intelligence de situation : le problème n'est pas la critique, le problème, le seul problème, est de rendre crédible un projet alternatif et indissociablement une voie politique. Donc cap sur les propositions alternatives. De la persévérance enfin, car à la fois au plan national et surtout au plan local, il faut développer une activité dans la durée, une argumentation dans la durée, un ancrage qui nous repère sur le fondamental : l'alternative à l'austérité.

Dernier mot. *La Revue du projet* est née de la volonté du dernier congrès. Nous nous sommes attachés à mettre en œuvre cette décision. C'est une équipe en grande partie bénévole qui l'anime et l'intervention de votre serviteur s'est réduite à jeter les bases de cette équipe. Ensuite, c'est l'équipe qui a tout fait.

À mes yeux, cette expérience confirme non seulement le besoin mais surtout la possibilité de construire des équipes militantes nouvelles à tous les niveaux. Nos ressources, nos compétences, dans le Parti communiste et dans le Front de gauche – et au-delà sont potentiellement bien supérieures à ce que nous sommes aujourd'hui.

Le problème n'est plus la pénurie. Le problème est de relever le défi d'associer des énergies nouvelles, qui nous ont rejoints en grand nombre, à la construction de notre projet politique. Et à mon sens, cela exige que nous arrêtions de nous poser les questions en termes de RE-… Reconstruire, Reconquérir, Revenir, Refaire… Il ne faut pas réinventer. Il faut inventer. Simplement inventer dans les conditions du présent. ■

HOMMAGE À OSCAR NIEMEYER

Une lettre de Giovanni Semeraro, professeur de philosophie à l'Universidad Federal Fluminense, Niterói à Rio de Janeiro

Niterói, 7 décembre 2012,
Cher Domenico,
Tu as dû certainement apprendre le départ de ton ami Niemeyer. Hier précisément, alors que la nouvelle de sa mort parcourait le Brésil et le monde, j'ai rappelé avec émotion et une pointe de fierté à mes étudiants, stupéfaits et incrédules, ce jour où Oscar te reçut pour la première fois dans sa résidence-atelier de Copacabana [...]. Comme tu le sais la grandeur d'un génie se mesure aussi à son humilité, à son sens de ses limites, à sa « conception réaliste de la vie » – comme il aimait dire – « qui nous porte à avoir conscience de la fragilité des choses et nous fait devenir plus simples et humains, en nous empêchant de nous attacher de façon morbide à elles ».
Paradoxalement, c'est justement de cette conscience qu'est issue une œuvre prodigieuse ; une œuvre qui fera parler d'elle « même au XXXe siècle », comme a dit l'anthropologue brésilien Darcy Ribeiro. Sur l'immense et surprenante production de Niemeyer on peut dire tout ce qu'on veut mais le fait est qu'elle a bouleversé les canons de l'art et de l'architecture et qu'elle a inspiré une multitude d'artistes contemporains. À juste titre, Niemeyer est appelé le « poète des courbes », selon une définition qu'il a lui-même brillamment esquissée : « Ce qui m'attire c'est la courbe libre et sensuelle. La courbe que je rencontre dans le parcours sinueux de nos rivières, dans les nuages du ciel, dans le corps de la femme préférée. L'univers entier est fait de courbes. L'univers courbe d'Einstein ».
Mais au-delà de l'usage merveilleux qu'il a fait des courbes, des formes légères et transparentes, s'élevant vers le ciel comme si elles volaient, au-delà de l'imagination, de la surprise et de l'inédit qui se trouvent dans ses centaines d'œuvres de par le monde, je crois qu'un des aspects les plus significatifs de ses créations a été sa capacité de penser les monuments, les édifices et les villes comme espace public. Comme œuvres intégrées dans l'environnement, ouvertes aux expressions culturelles et politiques du peuple : presque comme une invitation à chacun à faire s'exprimer son esprit créatif et convivial. Lieux dans lesquels, comme il disait lui-même, « l'homme ordinaire et sans pouvoir », toute la population, pût se reconnaître et se sentir à son aise et pût avoir la sensation d'appartenir à une création commune, à un monde libre et d'égaux. Sans interdictions, sans hiérarchies, sans secrets, sans armes, dépassant toute distance et sans se sentir écrasés par l'importance et l'arrogance des constructions des « messieurs » et des centres de pouvoir. Pour cela l'architecture de Niemeyer ne peut pas être séparée du grand homme politique qu'il a été. Après la construction de Brasilia, en effet, il n'avait de cesse de dire qu' « il ne suffit pas de faire une ville moderne : le plus important est de changer la société ».
[...] Pour ces raisons, je crois, un peu comme toi, que la génialité de Niemeyer a tiré nombre de ses inspirations de ses convictions politiques, du fait d'avoir été un communiste authentique, d'une pièce, sans hésitation ni éraflures.[...] Les grands media, naturellement, ont fait de beaux discours sur sa génialité, sur la résonance mondiale de ses œuvres, sur son activité et sa longévité, sur sa générosité et sa solidarité. Mais peu de gens ont parlé de ses convictions politiques, de son communisme, de son programme de vie résumé dans la phrase « tant qu'il y aura dans le monde de l'injustice et de l'inégalité, moi je serai un communiste ».
Niemeyer l'a fait lucidement jusqu'à 104 ans. Maintenant c'est à nous qu'il revient d'atteindre cet objectif et d'aller au-delà.

L'esprit provocateur de notre « Une » a été relevé !

Lu dans Marianne2 du 15 décembre 2012

Curieuse question,

À la Une de *La Revue du projet*, mensuel du PCF, on trouve cette interrogation : « Faut-il les garder ? » Qui ça ? Les « nouveaux adhérents » ! Certes, le parti de la place du Colonel-Fabien a lancé une campagne de com sur le thème « Non, le PC n'est pas mort ». Mais de là à s'interroger sur la nécessité de « garder » les 6 500 nouveaux encartés ! À moins que le PCF n'ait décidé de les initier, sitôt arrivés, à une vieille pratique communiste : la purge… »

Ça va, la tête ? Non, il faut vite les virer !

HJ

À propos de la Révolution d'Octobre

Je me suis intéressé récemment à Chagall (exposition à la « Piscine », à Roubaix).
Ce peintre avait participé à la révolution de 1905 déjà. Lounarcharski (ministre du temps de Lénine et ami de celui-ci) lui avait donné une responsabilité importante dans le domaine culturel. Avec d'autres Russes, il avait été en France et se lançait avec un grand nombre d'intellectuels dans un mouvement révolutionnaire (Maïakovski, Gorki, Tchékov, Chostakovitch, etc). En lisant la biographie de ce peintre, je me suis rendu compte qu'un élan formidable soulevait ce peuple avant même la guerre de 1914-1918. L'article ressemble à beaucoup de ceux que j'ai déjà lus, et parle trop peu du rôle du peuple. Tout le pouvoir à Staline a produit une onde de rejet de ce que nous avons nous-mêmes appelé « étape du communisme ». Et ce dégoût est parvenu à effacer tout l'élan d'un peuple, tout le génie qui l'anima. Ne parlons pas seulement du Parti et de ces décisions, il y a eu aussi un immense élan populaire !
Dans notre vue habituelle le peuple n'apparaît que quand il applaudit et suit les dirigeants, mais n'effaçons pas le peuple. Lénine le disait : « celui-là seul vaincra et conservera le pouvoir qui a confiance dans le peuple et qui replonge dans la source vive du génie créateur du peuple »

La Revue du Projet - Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Patrice Bessac - Rédacteur en chef : Guillaume Quashie-Vauclin - Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux - Comité de rédaction : Nicolas Dutent, Amar Bellal, Marine Roussillon, Renaud Boissac, Étienne Chosson, Alain Vermeersch, Corinne Luxembourg, Léo Purguette - Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère - Mise en page : Sébastien Thomassey - Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau 75 167 Paris Cedex 19) - Imprimerie Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) - Dépôt légal : Janvier 2013 - N°23 - Numéro de commission paritaire : 1014 G 91533.

© Collection particulière - Edward Hopper, *Excursion into philosophy.*

Edward Hopper, une manière d'habiter le silence

À travers une sélection de gravures, d'aquarelles et une rétrospective de l'essentiel des toiles produites par Edward Hopper, l'exposition du Grand Palais nous présente un artiste qui n'a pas fini d'influencer la modernité, spécialement dans les différentes disciplines artistiques qui la recoupent.

Il débute comme illustrateur et ce n'est pas avant 1924 que les conditions économiques et un succès relatif mais grandissant lui permettent de se consacrer exclusivement à sa peinture.

Entre-temps, une longue période faite de voyages, de découverte de soi et des différentes techniques et méthodes de représentation du monde forge sa sensibilisation aux procédés artistiques, de même que l'émergence puis la maturation de son style.

Le choix de l'illustration puis celui de la gravure, qui répondent aussi bien à une préoccupation matérielle qu'à un désir de « former » son regard, sont des moments de la chronologie de Hopper souvent peu évoqués, alors qu'ils possèdent une importance déterminante dans son parcours personnel, artistique.

La plus grande partie de l'exposition est dédiée aux « sujets américains » de Hopper. Le peintre y déploie tout son talent à restituer la quotidienneté des métropoles américaines et la solitude omniprésente, qu'elle soit choisie ou subie, qui s'y attache paradoxalement.

Tantôt angoissante ou exaltée, cette solitude pousse le spectateur dans une forme d'introspection générale et urbaine qui interroge aussi bien sa manière de vivre la ville que la capacité des hommes à interagir ou s'ignorer prodigieusement dans des espaces clos ou ouverts.

Nous n'avons jamais l'impression que Hopper juge à quelque moment cette solitude, il la pose comme une réalité, une évidence, une compagnie arrangeante et aliénante, une marque de la misère et de la grandeur humaine… une manière d'habiter le silence ?

Nicolas Dutent

Le progrès dans toutes ses acceptions, social, politique, scientifique doit être sans cesse soumis à un examen critique, fondé sur le souci exclusif de l'humain, pour être le progrès de civilisation que nous visons. Le dossier de ce mois-ci vous invite à visiter toutes les facettes de l'idée de progrès.

BON VOYAGE DANS LE PROGRÈS !

ÉDITO

Par Amar Bellal*

Vive le Progrès ! Très osé comme titre tant le sujet est clivant et tant il y a de désillusions autour de cette idée. Cependant, à l'image du séminaire organisé par la fondation Gabriel Péri sur le sujet, nous avons senti le besoin de réinvestir cette notion, en l'explicitant, en faisant la part des choses afin de renouer avec elle et ne plus être sur la défensive. La difficulté est de taille, car nous sommes les enfants d'une société hautement technologique, ce qui finit par nous rendre complètement aveugles sur les liens entre les possibilités d'amélioration de nos vies et les inventions et découvertes scientifiques. C'est le paradoxe : l'omniprésence de la technologie dans des aspects de nos vies que nous ne soupçonnons même plus, finit par la rendre invisible. Qui a conscience par exemple de ce qu'implique ce simple geste, remplir un verre d'eau chez soi et pouvoir le boire sans tomber malade ? Pour deux milliards de personnes dans le monde, cela relève encore d'un luxe inaccessible, et pour cause : faute d'industries, de filières chimiques, de savoir-faire en mécanique, de main-d'œuvre qualifiée, faute de matériaux, d'énergie aussi, c est impossible à réaliser… Boire un verre d'eau confortablement chez soi dans une grande ville de plusieurs millions d'habitants, implique des siècles de progrès dans une multitude de domaines.

Le progrès est aussi un enjeu de classe évident : qui peut croire que nous pourrions aujourd'hui nous battre pour une retraite à 60 ans si l'espérance de vie plafonnait comme au début de ce siècle à 40 ans ? Oublier cette dimension est un danger. Un peu à l'image de la sécurité sociale, son caractère révolutionnaire oublié par le peuple, son dévoiement et sa privatisation deviennent alors possible.

Et puis notons aussi toutes les ambivalences du progrès avec la série de scandales sanitaires et les grandes catastrophes industrielles. Celle de Bhopal est emblématique : usine fabriquant des pesticides, condition de la révolution « verte » agricole engagée en Inde, qui a permis de stopper les famines et a permis de garantir une certaine sécurité alimentaire. Mais en retour, d'autres problèmes sanitaires apparaissent liés à l'utilisation et à la fabrication massive de ces produits chimiques, avec les risques industriels inhérents. Ainsi ces 20 000 morts en 1984 lors de l'explosion de cette usine, au cœur de Bhopal même, suite, il faut le dire, à l'incurie d'une multinationale soucieuse plus de ses profits que d'investissements dans la sûreté de ses installations.
Ambivalence aussi avec la catastrophe de la Mer d Aral qui nous rappelle que la propriété publique est une condition mais n'est pas une garantie qui nous prémunit du dévoiement de l'idée de progrès : le scientisme, le productivisme alliés à la bureaucratie ont aussi leurs lots de ravage. Il s'agit alors de bien garantir les conditions d'une orientation démocratique du progrès.
Cette maîtrise renvoie alors à la qualité des expertises et de leur indépendance comme nous l'avons vu récemment avec les OGM, sujet que nous traitons dans notre rubrique « Sciences ».
La difficulté c'est aussi de pouvoir mesurer le progrès : l'agriculture moderne avec ses hauts rendements libère du temps, nous garantit une sécurité alimentaire, ce qui rend nos vies plus confortables et nous permet d'écrire des textes pour *La Revue du projet* et même de nous engueuler sur la notion de progrès en comité de rédaction dans un bureau confortable, chauffé et éclairé. Tout cela est tout de même mieux que de passer nos vies dans les champs en priant pour que la météo cette année soit bonne, que les criquets ne soient pas particulièrement virulents ou en espérant qu'une maladie ne ravagera pas les récoltes… Mais que faire de cette richesse de ce temps libéré ? Il est évident que ce temps n'aura pas la même signification si on l'utilise pour fréquenter les musées, lire, exercer une activité artistique, se former pour soigner des gens, construire des maisons plus sûres et confortables, plutôt que pour passer ces journées dans les centres commerciaux et regarder *Secret Story* sur TF1. Pas du tout la même signification s'il s'agit pour le système de profiter de ce temps libéré pour accroître l' exploitation au travail dans d'autres domaines, augmenter les profits, au service d'une société de consommation et des valeurs qu'elle véhicule. Il y a donc une dimension du progrès qui ne se résume pas à « plus de » mais qui est de l'ordre du qualitatif, qui semble insaisissable et subjective, qui relève d un projet de société : libérer du temps pour des activités librement choisies et émancipatrices. Tout un programme !

Le pari de ce dossier est de mieux cerner toutes ces facettes : enjeux de développement et de sortie de la misère de pays entiers, enjeu écologique, enjeu autour des rapports homme/nature, de la démocratie, du projet de société, de l'émancipation, du développement des savoirs, des valeurs, de la morale, compréhension de sa construction historique… oui, cela paraît fou mais ce dossier aborde toutes ces questions à la fois. Et nous espérons qu'il contribuera à élever le niveau du débat et à y voir plus clair. Bon voyage… ■

***Amar Bellal** est responsable de la rubrique Sciences. Il est coordonnateur de ce dossier.

RÉINVESTIR LA NOTION DE PROGRÈS

Améliorer les conditions d'existence de chacun est plus que jamais d'actualité mais le développement technologique doit être maîtrisé socialement.

PAR ALAIN OBADIA*

L'idée de progrès a joué un rôle moteur dans le combat démocratique et dans les luttes pour la transformation sociale qui ont marqué l'histoire de la gauche en France comme dans le monde.
La conviction que l'activité humaine pouvait légitimement se fixer pour objectif d'améliorer la vie de chacun et de tous et que les générations les plus jeunes pouvaient bénéficier d'une existence meilleure que celle de leurs parents a donné un sens et une espérance à l'engagement de millions de femmes et d'hommes ainsi qu'à la mobilisation populaire.
Nous devons assumer consciemment cet héritage et affirmer qu'il n'est pas seulement une belle idée du passé. Nous ne devons pas céder à l'injonction de la pensée dominante d'aujourd'hui pour laquelle le terme même de progrès est quasiment devenu tabou. Dans des pays comme le nôtre la seule perspective offerte par le libéralisme ou le social libéralisme est celle de la régression des droits et du déclin du pays. La vision « réaliste » de la mondialisation – en fait de la domination des marchés financiers – nous contraindrait à l'accepter.

Pourtant, la conviction qu'il est nécessaire d'améliorer les conditions d'existence de chacun est plus que jamais d'actualité. Elle est massivement présente dans les luttes et mobilisations. Des indignés espagnols au refus de l'austérité qui s'exprime dans de nombreux pays d'Europe, de la critique de plus en plus affirmée du capitalisme aux révolutions démocratiques qui se cherchent dans les pays arabes, l'idée que l'humanité aspire à avancer vers le mieux-être dans les multiples domaines qui conditionnent son destin est toujours pertinente.
Cela veut-il dire que nous serions allergiques à tout examen critique de la notion de progrès ? Bien sûr que non. La vision selon laquelle progrès rime automatiquement avec mieux-être a été largement démentie par les faits et par l'histoire. Nous avons depuis longtemps rompu avec les illusions et les dérives scientistes et productivistes.

TECHNOLOGIES ET MOUVEMENT DE LA SOCIÉTÉ

Le développement technologique n'est pas vertueux en soi. Les modes de production et de consommation fondés sur le plus, ne prenant jamais en compte le pourquoi et ne s'interrogeant jamais sur les conséquences dont ils sont porteurs ne peuvent perdurer sans catastrophes. Lorsque le « progrès » technologique supprime des emplois et reste déconnecté de l'organisation sociale permettant aux salariés de conserver leur revenu pour se former dans d'autres domaines et assurer ainsi leur avenir, il n'est pas progrès ; il est régression. Cet exemple illustre plus généralement le lien étroit entre technologies et mouvement de la société. Il montre qu'on ne peut parler des avancées technologiques sans aborder dans le même temps des questions telles que la conception de la productivité du travail ou celle de la sécurité d'emploi ou de formation.
Il est donc salutaire de réinterroger le concept de progrès à l'aune de la finalité la plus essentielle : celle de l'humain et de ses conditions réelles d'existence incluant bien sûr les écosystèmes. L'ensemble de cette réflexion débouche plus globalement sur la notion de durabilité. Posée ainsi dans ses différentes dimensions, la question du progrès renvoie à une autre problématique qui est celle de sa maîtrise sociale et des formes démocratiques qui contribuent à sa mise en œuvre ; on peut citer notamment les pouvoirs d'intervention nouveaux des salariés dans la gestion et la définition de la stratégie des entreprises.

> *« La vision selon laquelle progrès rime automatiquement avec mieux-être a été largement démentie par les faits et par l'histoire. »*

AFFRONTEMENT AVEC LES FORCES DU CAPITAL

Comme chacun le comprend, il ne s'agit pas d'un simple débat idéologique mais bien d'un affrontement avec les forces du capital. Dès lors que les gestions libérales créaient, depuis la fin des années soixante-dix, (et créent encore) une situation dans laquelle les nouvelles générations vivent moins bien et de manière plus précaire que celle de leurs parents, il fallait discréditer la promesse progressiste. Comme toujours lorsqu'il est question d'une bataille politique et idéologique, cette thématique centrale a été

> SUITE PAGE 8

1959 « Il est incontestable que des progrès ont été accomplis dans les conditions d'existence des travailleurs, mais ils me semblent très loin d'être à la mesure de la quantité de travail effectuée. Certains objectent à la forme de progrès que constituerait la diminution du travail obligatoire que les hommes ne sauraient plus quoi faire pendant leurs loisirs… ». « Il n'y a pas lieu de craindre de tels effets, car le temps gagné sur la durée du travail obligatoire permettra à chacun d'acquérir une culture suffisamment riche qui le conduira à travailler librement à ce qu'il aime… ».

JOLIOT CURIE, *L'énergie et son utilisation*

1966 « Dans le domaine des sciences de la nature, le parti n'intervient pas dans les discussions non achevées entre les spécialistes, ni pour contrarier les débats, ni pour apporter une vérité a priori. Il encourage au contraire les débats et les recherches, sans lesquels la connaissance vraie ne saurait progresser, et il en apprécie les conclusions ».

WALDECK ROCHET,
Le marxisme et les chemins de l'avenir

SUITE DE LA PAGE 7 >

développée de différentes manières : très frontalement, par ceux qui veulent faire de la mondialisation actuelle le vecteur de la régression sociale (la multiplication des plans d'austérité en Europe illustre cette réalité) ; au nom de causes plus nobles telle la sauvegarde de la planète, pour d'autres courants de pensée.
Il est bien clair que la conception actuelle de la croissance, soumise à la dictature de la rentabilité financière « court-termiste » et de la domination des marchés a des résultats catastrophiques sur les écosystèmes. L'échec répété des conférences internationales sur le réchauffement climatique en est la malheureuse illustration. Mais on pourrait citer bien d'autres sujets (gestion de l'eau et des biens communs de l'humanité, biodiversité, acidification des océans etc.). Pourtant, considérer que ce modèle de développement est le seul possible et que c'est l'idée même de croissance voire de développement qu'il faut combattre conduirait l'humanité dans une spirale régressive qu'il faut absolument éviter.
La question clé qui nous est posée est à l'inverse. Il s'agit de construire des modes de développement alternatifs fondés sur l'articulation entre la réponse aux besoins humains, le respect des écosystèmes, le paradigme de la coopération contre celui de la guerre économique et un essor de la démocratie dans ses différentes dimensions. Dans une telle dynamique, les technologies maîtrisées socialement apportent des réponses efficaces aux grands défis de ce siècle. Mieux vaut, par exemple, investir dans les véhicules propres que de remettre en cause le droit à la mobilité, mieux vaut développer les technologies d'efficacité énergétique et de décarbonnation que de s'enfermer dans un dilemme insoluble entre rationnement ou impuissance contre le réchauffement climatique.
Comme on le voit, réarticulé avec l'impératif de sa maîtrise sociale l'objectif du progrès humain durable a plus de pertinence que jamais. ■

***Alain Obadia** est membre du Conseil économique, social et environnemental. Il est le nouveau président de la fondation Gabriel-Péri.

L'IDÉE DE PROGRÈS DANS L'HISTOIRE

L'idée de progrès est apparue tardivement, et n'a cessé et ne cesse, aujourd'hui peut-être plus que jamais, d'être controversée.

PAR SIMONE MAZAURIC*

On commencera par rappeler que la notion de progrès peut être entendue de deux façons. Pris en son sens étymologique, le progrès est simplement synonyme d'avancement, d'évolution, d'accroissement, d'augmentation. Entendu en son sens qualitatif, le progrès devient alors évolution positive, amélioration, avancée vers le mieux. Or, rien ne paraît relever davantage de l'évidence que l'affirmation du progrès, entendu dans les deux sens du terme, dans le domaine des sciences et des techniques. L'augmentation des savoirs et des savoir-faire depuis les origines de l'humanité semble patente, en même temps que cette augmentation n'aurait jamais cessé de contribuer à améliorer les conditions de la vie humaine. Pourtant, l'idée de progrès est apparue tardivement, et n'a cessé et ne cesse, aujourd'hui peut-être plus que jamais, d'être controversée.
Il est impossible d'affirmer purement et simplement que l'Antiquité ou le Moyen Âge ont entièrement ignoré la notion de progrès. Il n'en est pas moins vrai qu'en Europe, cette idée ne commence à émerger qu'à partir des débuts de l'âge moderne [XVIe-XVIIe siècle NDLR], où l'on voit s'opérer un effet de rupture massif avec les représentations jusqu'alors dominantes du temps et de l'histoire, représentations cycliques ou régressives auxquelles succède une conception désormais à la fois linéaire, optimiste et ouverte à l'affirmation de la nouveauté grâce à l'accroissement quantitatif des connaissances et des savoir-faire, que l'on n'appelait pas encore les techniques. Les temps modernes se signalent en effet par une série de découvertes qui attestent la possibilité reconnue de cet accroissement : invention de la boussole, invention de l'imprimerie, de l'artillerie, des lunettes d'observation, de l'astronomie de Copernic, de la circulation du sang établie par Harvey, etc.

DÉBAT SUR L'IDÉE DE PROGRÈS

Toutefois, l'évidence de ce progrès, même entendu dans son sens purement quantitatif est loin de s'imposer aisément. Pour beaucoup, ces prétendues découvertes ne sont aucunement des innovations car les Anciens avaient déjà tout imaginé et tout pensé. À l'argument de fait, s'ajoute en outre très tôt l'argument de droit : en admettant la réalité de l'accroissement du savoir, ainsi que celle des innovations

1971 « D'ores et déjà, compte tenu des progrès réalisés par les sciences et les techniques, il n'y a pas de limitations dues à des facteurs échappant au contrôle humain qui soient suffisantes pour empêcher, si on le veut, de fournir dans un bref délai, de quoi nourrir toute l'humanité. Il n'y a aucune raison d'empêcher de résoudre rapidement le plus vieux problème technico-économique du monde qui se pose en termes de production d'énergie. Il n'y a pas de fatalité à la pollution et à la destruction de tout ou partie de l'environnement ».

ROLAND LEROY ET RENÉ NOZERAN, *Heurts, malheurs et perspectives de la science*

1973 « La grande bourgeoisie a prétendu que le progrès technique et la croissance de la production suffisaient par eux-mêmes à entraîner le progrès social… Et voila que, depuis plusieurs années, les milieux officiels expriment leur désenchantement de la croissance économique, comme aussi de la science et de la technique qui en sont les leviers essentiels…

Les technocrates, les apôtres du rendement à tout prix et de la rentabilité capitaliste se muent soudain en adversaires de l'expansion et en prêcheurs d'ascétisme ».

GEORGES MARCHAIS, *Le défi démocratique*

techniques, encore faut-il prouver que cet accroissement et ces innovations sont un bien en soi. Le massacre des Indiens qui a accompagné la découverte puis la conquête de l'Amérique n'oblige-t-il pas à poser la question de la valeur anthropologique et de l'utilité sociale d'une telle découverte. Le débat apparu ainsi très tôt sur la réalité et la valeur du progrès n'a pas cependant empêché de voir, à partir notamment de la seconde moitié du XVIIe siècle, l'idée de progrès s'affirmer toujours davantage, que ce soit par exemple en Angleterre, dans l'œuvre de Bacon, ou en France avec Descartes. Pascal en a proposé une théorisation systématique : le progrès se fonde anthropologiquement sur la spécificité de l'homme doté, à la différence de l'animal, de la capacité de se perfectionner sans cesse.

Si l'idée d'un progrès constant et régulier de l'humanité est ainsi très clairement énoncée dès le milieu du XVIIe siècle, le siècle dit des Lumières l'a chargé de significations nouvelles. Non seulement les sciences suscitent l'attente de voir s'accroître indéfiniment leur capacité explicative ainsi que leur aptitude à transformer positivement les conditions de la vie humaine par la production de savoirs utiles, mais on attend aussi d'elles qu'elles transforment l'homme lui-même en favorisant son émancipation intellectuelle, morale, politique et sociale. Pour autant, l'optimisme du siècle des Lumières demeure prudent et la possibilité de stagnation, voire de régression et de rétrogradation n'est pas écartée. Le message critique de Jean-Jacques Rousseau surprend mais est entendu.

C'est donc au XIXe siècle seulement avec le positivisme puis le « scientisme » que la confiance dans la valeur à la fois théorique et pratique des sciences s'est affirmée avec le plus de force, donnant ainsi naissance à ce que certains n'ont pas hésité à baptiser la « religion du progrès ». La science est estimée désormais seule capable de résoudre toutes les questions, aussi bien théoriques que pratiques que l'humanité est susceptible de se poser, tandis qu'est confirmée sans réserve la capacité des hommes à ouvrir la voie d'un progrès linéaire, continu et irréversible, sur le plan à la fois intellectuel, social et moral.

LES DÉSILLUSIONS DU PROGRÈS

Et pourtant, le XXe siècle est celui des « désillusions du progrès ». D'abord, un scepticisme nouveau resurgit. La prétendue « crise de la science » repose avec acuité, bien que sous une forme forcément nouvelle, la question de la nature de la science, de son rôle et de sa valeur. L'invention des géométries non euclidiennes, la construction de la thermodynamique, l'énoncé de la théorie de la relativité restreinte, la théorie des quanta remettent en question les théories scientifiques qui paraissaient les plus assurées : la géométrie euclidienne, la mécanique galiléo-cartésienne, la mécanique newtonienne. Or c'est précisément sur ces théories, jugées jusqu'alors absolument vraies, que le positivisme avait fondé sa prétention à faire de la connaissance scientifique le modèle de toute connaissance. Savants et philosophes s'interrogent donc à nouveaux frais sur la valeur de la science dans une intention, dans certains cas, nettement idéologique voire apologétique. Ainsi, tout un courant d'inspiration catholique, désireux d'en finir avec le positivisme républicain, proclame la faillite de la science, et fonde sur ses limites la légitimité des doctrines métaphysiques et religieuses. D'une façon générale, théories conventionnalistes ou relativistes de la science, qui trouveront ultérieurement une forme d'expression radicale dans le constructivisme, composent une nouvelle image de la science. Il est à peine besoin d'évoquer les interrogations soulevées par les catastrophes guerrières et génocidaires qui ont marqué l'histoire du XXe siècle, pour prendre la mesure de l'acuité des questions et de l'ampleur des inquiétudes que soulève en permanence le progrès des sciences et des techniques, dont la pensée marxienne a suggéré la dépendance dialectique à l'égard du mouvement plus général de l'histoire. ■

> *« Le progrès se fonde anthropologiquement sur la spécificité de l'homme doté, à la différence de l'animal, de la capacité de se perfectionner sans cesse. »*

*Simone Mazauric est philosophe et historienne des sciences. Elle est professeur à l'université de Lorraine.

Voiture électrique

en France, la pollution atmosphérique, essentiellement due au transport (voiture et camion), provoque 30 000 morts prématurés par an. Remplacer le parc actuel par des véhicules électriques serait un immense progrès sanitaire. Imaginons ce que serait la vie en Ile-de-France et dans des grandes villes sans voiture à pétrole. D'autant plus que 90 % des trajets journaliers font moins de 100 km, bien en deçà de l'autonomie des batteries actuelles... Bien sûr il s'agira aussi de développer les transports en commun (train, tramway, ter...), d'encourager des dispositifs comme la voiture partagée, de prévoir un recyclage total des véhicules (batterie, carrosserie...), la conversion industrielle de la filière, le réseau de bornes de recharge, avec de l'électricité produite proprement (sans CO^2, sans rejets toxiques).

Un ordre de grandeur: remplacer les 3/4 des véhicules actuels correspondrait à une consommation supplémentaire équivalente à 20 % de la production électrique actuelle nationale, c'est donc tout à fait envisageable de faire face à cette demande nouvelle ! Et accessoirement cela fera économiser à la France 13 milliards d'euros d'importation de pétrole/an...

DEVONS-NOUS RENONCER À L'IDÉE DE PROGRÈS ?

L'ambiguïté de l'idée de progrès nécessite une clarification pour redonner son sens véritable et toute son actualité à l'engagement progressiste.

PAR YVON QUINIOU*

L'idée de progrès, qui remonte à la philosophie des Lumières, est incontestablement en train de vaciller aujourd'hui, face à un libéralisme triomphant qui tend à nous faire croire que la régression sociale serait la nouvelle loi implacable de l'histoire, imposée par les contraintes de l'économie. Et parallèlement, on veut nous faire admettre qu'il y a un progrès des sciences, des techniques et de la production devant lequel il faudrait s'incliner sans en interroger le prix humain et environnemental. Ces deux propos montrent bien toute l'ambiguïté de cette idée, qu'il faut clarifier pour ne pas se laisser mystifier par le discours dominant et redonner son sens véritable et toute son actualité à l'engagement progressiste.

PROGRÈS QUANTITATIF ET QUALITATIF

Ce terme présente deux acceptions qu'il faut absolument distinguer. Il y a un progrès *quantitatif*, celui de la connaissance, de la technique et, plus largement, des productions humaines, qui date de l'origine de l'humanité. Il implique que l'on conserve ce qui a été acquis, sans quoi on repart à zéro, et que l'on y ajoute de nouvelles acquisitions, sans quoi l'on stagne. Il est incontestable, il paraît devoir être indéfini et son existence relève d'un constat de fait, à la portée de tous, mais qui ne nous dit rien sur sa *valeur* pour l'homme. Cette question est au contraire au cœur du progrès *qualitatif* : celui-ci consiste à juger une évolution quelconque à la lumière d'une valeur que l'on a posée (ou supposée) préalablement, et à estimer que cette évolution la réalise, que ce soit graduellement ou brusquement. On voit alors que nous avons affaire à un authentique *jugement* – non à un constat – qui peut varier selon les valeurs auxquelles on se réfère. La maîtrise scientifico-technique croissante de la nature est bien un progrès pour qui y voit une forme de liberté concrète pour l'homme, mais peut être dénigrée pour celui qui valorise plutôt l'intégration à cette nature (c'est le cas d'une certaine forme d'écologie passéiste qui nous vient des États-Unis). D'une autre manière, une transformation aussi considérable que la Révolution française sera jugée comme un progrès décisif par ceux qui érigent la liberté et l'égalité de tous en norme fondamentale et, au contraire, considérée comme un processus de décadence par ceux qui, à l'instar de Nietzsche, font de l'inégalité des hommes à la fois une réalité naturelle et une valeur essentielle qu'il faut promouvoir et s'opposent à toute forme d'égalité et de démocratie.

UN EXAMEN CRITIQUE DU PROGRÈS FONDÉ SUR LE SOUCI EXLUSIF DE L'HUMAIN

On voit donc que si nous voulons donner un sens objectif et non arbitraire à l'idée d'un progrès historique, il faut définir des normes elles-mêmes objectives à la lumière desquelles on pourra s'entendre sur sa réalité éventuelle. Ce ne peut être que des normes morales, à condition de comprendre que la morale s'applique aussi, sinon surtout, au champ de la vie collective, donc aux rapports politiques et sociaux. Fondées sur l'Universel, exigeant le respect d'autrui, refusant son instrumentalisation et demandant son autonomie, elles ont trouvé leur première formulation politique dans la Déclaration de 1789, et les conquêtes du mouvement ouvrier, depuis, n'ont cessé d'en enrichir la traduction concrète dans de multiples domaines comme le travail, la santé, la culture, etc. Il est donc légitime de parler d'un progrès effectif de l'histoire, à la fois possible et réel, dès lors qu'on rappelle qu'il y a des valeurs universelles qu'une politique morale *doit* tendre à réaliser concrètement et que c'est sur leur base seulement que le jugement de progrès peut être énoncé. N'est-ce pas ce que veut dire, en profondeur, le mot d'ordre « L'humain d'abord » ? Mais cela suppose que l'on rompe avec le cynisme ambiant qui, refusant de pareilles valeurs, s'incline devant les évolutions

> ***« Face à la régression actuelle d'un monde en proie au chaos capitaliste, il est impératif de relancer l'idée de progrès, sauf à renoncer à améliorer la situation de l'humanité dans bien des domaines. »***

MÉDIATOR 1974. ce médicament est commercialisé en France par les laboratoires Servier. Le scandale du Médiator, 500 à 2000 morts selon les estimations. La plupart des experts sollicités par l'agence chargée d'évaluer les médicaments, travaillent pour des firmes pharmaceutiques avec des conflits d'intérêt évidents. Cette agence ne dispose que de très peu de fonctionnaires complètement indépendants et travaillant à temps plein. Irène Frachon, pneumologue au CHU de Brest, fait éclater le scandale par sa pugnacité et son courage, et conclut que c'est « l'absence de financement public en matière d'évaluation de médicament et la place trop importante laissée aux firmes pharmaceutiques qui en sont la cause première ».

1974 « Mais qui donc pille la nature, qui gaspille les matières premières, qui n'hésite pas à diminuer la qualité des produits pour accroître les profits, qui est indifférent aux conditions de l'environnement, qui est responsable des guerres ? »

« …Qui, sinon le capitalisme, sa logique, la loi qui lui est intrinsèque de l'accumulation du profit et du capital ? »…

historiques actuelles et refuse de les juger, oubliant qu'évoluer ce n'est pas nécessairement progresser.
À quoi s'ajoute une autre difficulté, celle qui tient à la complexité du processus historique lui-même, qui interdit, de toute façon, de parler du progrès en général comme d'une réalité homogène et, pour ceux qui l'admettent, inéluctable. La diversité de la vie sociale fait que ce qu'on peut gagner sur un plan – l'efficacité technique de la production –, on peut le perdre sur un autre plan – la souffrance au travail, par exemple. Ou encore : la croissance non contrôlée peut aggraver la crise écologique et la mondialisation de l'économie déposséder les peuples de la maîtrise de leur devenir.

Tout cela signifie que, face à la régression actuelle d'un monde en proie au chaos capitaliste, il est impératif de relancer l'idée de progrès, sauf à renoncer à améliorer la situation de l'humanité dans bien des domaines. Mais on ne peut le faire qu'en réenracinant la politique dans des valeurs universelles et, surtout, en toute lucidité, en se méfiant de l'idée toute faite du progrès : celui-ci ne peut être que circonstancié, il n'est pas fatal et il doit être sans cesse soumis à un examen critique fondé sur le souci exclusif de l'humain. ■

*Yvon Quiniou est professeur agrégé et docteur en philosophie.

AU SERVICE DU PROGRÈS DES CONNAISSANCES, UNE AVENTURE HUMAINE EXEMPLAIRE

L'exemple des succès du CERN, créé au lendemain de la seconde guerre, montre l'importance d'un progrès des connaissances, non soumis aux exigences de l'utilité immédiate.

PAR GILLES COHEN-TANNOUDJI*

Le 4 juillet 2012, l'Organisation européenne pour la physique des particules (le CERN), annonçait, dans une conférence mondialement retransmise, que deux expériences, menées chacune par plus de trois mille chercheurs du monde entier, avaient découvert dans les collisions produites par le Grand collisionneur de protons du CERN (LHC) près de Genève, une nouvelle particule dont l'existence avait été prédite depuis près de cinquante ans. Cette particule le boson[1] BEH (pour Brout, Englert, Higgs, du nom des théoriciens auteurs de cette prédiction) est la clé de voûte de ce que l'on appelle le modèle standard, la théorie de référence de la physique des particules et des interactions fondamentales, qui en se rapprochant de la cosmologie et de la physique statistique, contribue à répondre à un besoin séculaire et universel de l'homme, celui, comme le dit Henri Poincaré, de « se raconter l'histoire de l'univers et de reconstituer son évolution passée. »

LE SUCCÈS DU CERN

Le CERN a été créé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour mener, dans le prolongement de l'aventure nucléaire, des recherches dans le domaine de la recherche fondamentale en physique des particules, avec comme tâches celles de révéler les secrets de la nature, de rassembler par-delà les frontières, d'innover et de former de nouvelles générations de travailleurs scientifiques.
Le CERN doit son succès à l'atout essentiel d'un financement stable, garanti par un traité international. C'est ce qui lui a permis de mettre en œuvre une stratégie à long terme, exclusivement motivée par les besoins de la recherche fondamentale, en vue du progrès des connaissances. Pour répondre à ces besoins de manière optimale, cette stratégie vise toujours à construire du nouveau à partir de ce qui existe déjà et à continuer à faire vivre ce qui existe en y développant ce qu'il a d'unique (les anciennes machines servent d'injecteurs aux nouvelles machines mais sont aussi l'objet de développements qui les maintiennent durablement à niveau).

POURQUOI LE WEB EST-IL GRATUIT ?

Parmi des très nombreuses retombées technologiques et socio-économiques de ces recherches, il convient de mentionner l'effet spectaculaire des innovations collaboratives auxquelles le CERN a recours pour faire travailler ensemble des milliers de scientifiques répartis dans le monde entier. Le WEB en est une première illustration. Sait-on que la première proposition de la toile d'araignée mondiale (le fameux World Wide Web,

> SUITE PAGE 12

« Les campagnes contre la science, la croissance, le progrès visent à justifier cette politique, tout en masquant les véritables causes de la crise de la société… ».

« Enfin le problème de l'environnement au-delà de ses aspects idéologiques, est caractéristique de cette imbrication nouvelle des questions, de cette globalisation et de cette planétarisation, qui appellent la fin du système de la domination d'une classe sur la société. »

JOË METZGER, *Pour la science*

AMIANTE 1976 : le CIRC, Centre international de recherche sur le cancer, classe l'amiante comme cancérigène avéré. Ce qui était soupçonné depuis des dizaines d'années, étouffé par des *lobbies* privés, éclate au grand jour comme une vérité communément admise dans les milieux scientifiques. Pourtant, il faudra attendre 1996 pour voir son interdiction en France. Entre temps, pendant 20 ans, le *lobbying* des entreprises de construction a fonctionné à plein, en particulier avec la création d'un comité permanent pour l'amiante (CPA) en 1982, véritable bras armé des producteurs d'amiante, chargé de donner des avis sur ce sujet. « En clair on a confié la veille sanitaire au secteur privé » comme l'a résumé un des avocats des victimes de l'amiante. On estime que l'amiante aura provoqué près de 100 000 morts.

SUITE DE LA PAGE 11 >

WWW) a été soumise au CERN par Tim Berners-Lee en 1989, puis affinée par lui-même et Robert Caillau en 1990 ? L'immense mérite du CERN, dont les statuts lui interdisaient de déposer un brevet, a été de rendre publics le concept et la réalisation du WEB, de sorte qu'aucune compagnie ne puisse prendre de brevet sur le WEB. C'est la raison pour laquelle le WEB est maintenant gratuit et contribue tant à l'essor de la société de l'information.

Dans le domaine du traitement des données, le CERN a récemment mis en œuvre un nouveau paradigme. Au lieu d'avoir un supercalculateur localisé au CERN et traitant toutes les données, on réalise ce supercalculateur en répartissant les données sur tous les ordinateurs utilisés par les chercheurs qui, de par le monde, travaillent sur les expériences menées au LHC. Ainsi un utilisateur en Inde ou aux États-Unis ou en Europe a-t-il accès à la même puissance de calcul, la grille d'ordinateurs, et a accès à toutes les données sans qu'il ait besoin de savoir où s'exécuteront les calculs qu'il a programmés et où se trouvent les données qu'il souhaite utiliser. C'est un système puissant de traitement des données, optimisé (l'achat des ressources est réparti), transparent et démocratique (tous les chercheurs sont à égalité de moyens). Ce système qui marche donc très bien est utilisé maintenant par des chercheurs d'autres disciplines. Pour les usages du secteur privé qui demandent plus de confidentialité et de sécurité, il a évolué en ce qu'on appelle le cloud computing (informatique en nuage). Dans le domaine collaboratif, la contribution du CERN s'est étendue aux logiciels libres (comme le LINUX) à certains matériels libres et aussi aux publications scientifiques.

Ce qu'à mon avis prouve l'exemple des succès du CERN, c'est qu'à partir de la seule motivation du progrès partagé des connaissances, il est possible de former des équipes de jeunes au travail au sein de grandes collaborations internationales, de mobiliser au service de l'intérêt général de vastes communautés scientifiques où chacun contribue selon ses moyens et a accès à tout ce dont il a besoin pour être efficace.

Compte tenu des nuages qui assombrissent actuellement notre horizon, pensons-nous que nous pourrons faire l'économie d'un progrès soutenu des connaissances, dans tous les domaines ? Pourquoi ce qui a été possible avec le CERN ne serait-il pas possible dans les nombreux autres domaines où le progrès des connaissances, non soumis aux exigences de l'utilité immédiate, est plus que jamais nécessaire ? ■

***Gilles Cohen-Tannoudji** est physicien. Il est chercheur émérite au laboratoire des recherches sur les sciences de la matière (LARSIM).

DÉVELOPPEMENT DURABLE AVEC OU SANS PROGRÈS ?

Le développement durable, c'est-à-dire un projet de société plus équitable, où chacun aurait du travail et vivrait en bonne harmonie avec la nature, ne peut se réaliser sans recherche scientifique et technique.

PAR YVETTE VEYRET*

Le développement durable se définit par sa dimension économique, autrement dit la croissance associée à une meilleure qualité de vie, par l'équité sociale et par un usage en « bon père de famille » de la planète et des ressources qu'elle fournit (air, eau, biodiversité, minerais, sources d'énergie, etc.). Autrement dit, le développement durable n'est pas, loin s'en faut comme beaucoup le pensent, la seule protection de la nature ou « l'écologie » c'est bien autre chose, un projet de société plus équitable, où chacun aurait du travail et vivrait en bonne harmonie avec la nature. Une utopie certes, mais une utopie constructive permettant de penser des liens complexes entre des éléments rarement associés, sociaux, économiques, écologiques.

Cette utopie est-elle compatible avec le capitalisme ou non ? C'est déjà une première question face à laquelle les réponses divergent. Cette utopie implique-t-elle le refus du progrès ? Implique-t-elle de vivre comme dans le passé, au plus près de la nature, en considérant que ce mode de vie constituerait un modèle parce que l'on « vivait mieux » alors, « sans stress », au sein de la « mère nature » ? Or, dans les siècles passés, le travail des champs qui mobilisait l'essentiel de la population y compris les enfants, était d'une dureté extrême, la nourriture produite localement manquait parfois pour faire la soudure entre deux périodes de production, les calamités agricoles (printemps trop frais, trop

1980 « Mais aujourd'hui quelque chose « coince ». De nombreuses personnes ont le sentiment que le progrès scientifique et technique conduit à une aggravation de leur vie et comporte pour l'avenir des dangers considérables ». « En somme, le capitalisme ne conçoit le développement des sciences et des techniques qu'en rapport avec le profit. En constatant le gâchis et les blocages que ce système engendre, en voyant son mépris pour l'homme et la nature, nous touchons au fond de ce qui va mal aujourd'hui ».

GEORGES MARCHAIS, *L'espoir au présent*

1981 « Si la décision de considérer l'homme comme facteur écologique a d'aussi larges conséquences, c'est que le progrès scientifique et technique a précisément donné à l'homme moyen un pouvoir extraordinaire par rapport aux autres êtres vivants et que la prise en conscience de ce pouvoir lui pose de nouveaux problèmes, ceux de la décision en face de phénomènes qui peuvent maintenant ne plus échapper à notre contrôle ». « Ainsi le pouvoir se joue des soucis écologiques. Selon les besoins du moment, il oscille de l'optimisme technocratique au pessimisme irrationnel ».

JEAN MARIE LEGAY, *Qui a peur de la science ?*

humide, été trop sec…) pouvaient être à l'origine de disettes répétées, l'eau était de mauvaise qualité et entraînait des épidémies récurrentes en été.

L'ESPÉRANCE DE VIE, UN RÉVÉLATEUR

Parallèlement au progrès scientifique et technique qui s'amorce dès le XVIIIe siècle, à l'époque des Lumières, l'espérance de vie de la population commence à augmenter Au milieu du XVIIIe siècle, la moitié des enfants mouraient avant l'âge de 10 ans et l'espérance de vie ne dépassait pas 25 ans. Elle atteignait 30 ans à la fin du siècle, et 37 ans en 1810 en partie grâce à la vaccination contre la variole. La hausse s'est poursuivie à un rythme lent pendant le XIXe siècle, avec un recul pendant les guerres, elle atteint 45 ans en 1900. Au cours du XXe siècle, les progrès sont plus rapides, à l'exception des deux guerres mondiales. Les décès d'enfants diminuent fortement : 15 % des enfants nés en 1900 mouraient avant un an, 5 % de ceux nés en 1950 et 0,4 % (4,4 ‰) de ceux nés en 2000 (rappelons que la mortalité infantile est encore de 171 ‰ au Burkina Faso et de 316 pour mille en Sierra Leone). La hausse de l'espérance de vie se poursuit grâce aux progrès dans la lutte contre les maladies cardio-vasculaires et les cancers. En 2000, l'espérance de vie en France atteignait 79 ans. En 2008, elle était de 81 ans. Or, rappelons encore qu'en 1952 le démographe Jean Bourgeois-Pichat considérait qu'en ce qui concerne l'espérance de vie moyenne, « 77 ans était une limite biologique infranchissable sauf découverte scientifique extraordinaire permettant de retarder le processus de vieillissement biologique de l'espèce humaine » (INED).

Ces progrès sont dus à la science et à la technique, à la vaccination, aux recherches pastoriennes, aux antibiotiques… mais aussi à une alimentation plus abondante et plus variée liée à une agriculture plus productive et au développement des transports. Quels autres critères que l'espérance de vie sont de meilleurs révélateurs des conditions de vie, de l'accès aux soins, des progrès de la connaissance en matière d'hygiène, d'une alimentation de meilleure qualité, d'un environnement dont globalement la qualité a augmenté ? Cette généralisation n'exclut pas des différences entre riches et pauvres, entre cadres supérieurs et ouvriers… entre la ville et la campagne, c'est dans les villes et notamment dans les plus grandes, que l'espérance de vie en France est la plus longue.

Le « c'était mieux avant » que l'on entend si souvent, passéisme qui a pignon sur rue aujourd'hui où tout doit être patrimonialisé, conservé… est un leurre. C'est évidemment le progrès en chimie, en médecine (les pastoriens), c'est la technique (mécanisation…) qui ont conduit à une meilleure qualité de vie. Peut-on envisager de cesser toute recherche considérant que l'espérance de vie est désormais suffisante, que la mortalité infantile a suffisamment baissé ? C'est oublier que de nouvelles maladies dites émergentes peuvent survenir, que nos sociétés demandent sans cesse plus de sécurité, ce qui impose un recours continu aux progrès scientifique et technique. La recherche scientifique est indispensable pour permettre un usage adapté des ressources, pour réduire le gaspillage de celles-ci en pratiquant le recyclage et ce que l'on nomme « l'économie circulaire ».

> ***« La recherche scientifique est indispensable pour permettre un usage adapté des ressources, pour réduire le gaspillage de celles-ci en pratiquant le recyclage. »***

ÊTRE VIGILANT PAR RAPPORT À LA FACE « CACHÉE » DU PROGRÈS

Néanmoins, science et techniques doivent faire l'objet de surveillance, y compris de la part du citoyen afin d'éviter que pour accroître leurs profits, les acteurs économiques ne les utilisent mal. La nouveauté désormais est que chaque aspect du progrès doit être envisagé avec sa face « cachée » voire sa « face noire » ce qui n'a guère été le cas dans le passé. Nous devons être vigilants sur la qualité des produits utilisés, sur les modes de fabrication, sur les effets nocifs de certaines fabrications… Les pluies acides, l'amiante, les pollutions par les nitrates, en ont fourni des exemples récents. Mais on sait de plus en plus grâce à la recherche maîtriser les effets négatifs de certaines pratiques (recherche sur une gestion de l'eau moins gaspilleuse, irrigation au goutte-à-goutte, meilleure adaptation des végétaux au stress hydrique, recherche destinée à réduire les rejets polluants dans l'atmosphère, énergies renouvelables remplaçant les énergies plus polluantes…). L'éducation doit pouvoir aussi expliquer aux jeunes la nécessité de moins gaspiller, de recycler.

Il reste évident, que seul le progrès scientifique et technique maîtrisé permettra de faire vivre 9 milliards d'humains sur une planète dont les ressources ne sont pas inépuisables, grâce à des pratiques économes, à l'invention de nouveaux produits, aux échanges. ■

*Yvette Veyret est géographe. Elle est professeur émérite à l'université de Paris X-Nanterre.

1989 « Un scientifique sur le bateau de l'austérité, voilà bien le radeau de l'antiscience ».
« Pour la bourgeoisie nationale et internationale, il s'agit d'empêcher les travailleurs de s'approprier, dans leur intérêt et celui de la société, les acquis scientifiques et technologiques ».

René Le Guen *Science en conscience*

1983 « Bien sûr, il serait absurde d'envisager « le tout nucléaire », non seulement pour des raisons de diversité, mais aussi pour des raisons de souplesse d'utilisation. Il n'en demeure pas moins que cette filière existe en France et qu'il serait dangereux de l'opposer à d'autres ressources énergétiques nationales ou de l'opposer aux recherches en cours qu'il faut développer en tous les domaines, notamment ceux de la production industrielle d'hydrogène et de la fusion contrôlée ».

René Le Guen *Les enjeux du progrès*

LE PROGRÈS, SES DÉGÂTS, SES PROMESSES

Expertise scientifique et débat politique sont indispensables pour maîtriser les conséquences d'un usage normal des nouvelles technologies.

PAR SYLVESTRE HUET*

L'ambivalence du progrès technique ne fait plus débat. Désormais, même dans les écoles d'ingénieurs, la chose est dite : les techno-sciences qui bouleversent les sociétés par leur puissance productive et transformatrice mêlent des conséquences positives et négatives. Ce constat repose sur des « dégâts du progrès » souvent réduits à leurs conséquences environnementales, alors que d'autres effets – sur la vie sociale, la hiérarchie des valeurs, la communication entre individus, l'accélération des mutations culturelles – pourraient également être invoqués. La pire des attitudes serait de sous-estimer l'ampleur de cette ambivalence.

► L'agriculture mécanisée, chimisée, reposant sur des variétés peu nombreuses et sélectionnées à outrance, permet à quelque % des actifs de nourrir, voire surnourrir, les pays industrialisés. Mais elle repose sur l'usage massif des combustibles fossiles (gaz pour les intrants, pétrole pour les machines) et donc participe à un changement climatique redouté. L'extension rapide de cette agriculture au reste du monde permettrait certes d'augmenter les quantités de nourriture disponibles, mais au prix d'un exode rural ravageur. Et débouchera encore plus vite sur le changement climatique et la pénurie de combustibles fossiles.

► Le progrès technique permet une élévation considérable de la productivité par travailleur, mais avec l'incapacité du système sociopolitique à transformer ce gain en temps libre et en activités sociales et culturelles, cette amélioration se traduit en chômage massif dans les pays industrialisés, accentué par la délocalisation des productions dans les pays où la main-d'œuvre est moins chère.

► Les technologies offrent une puissance sans précédent d'action sur la nature, capable d'influencer les grands cycles naturels biogéochimiques. La concentration de puissance dans les centrales

Karl Marx (1818-1883), extraits du Discours pour l'anniversaire du People's Paper, 1856.

A notre époque, chaque chose semble grosse de son propre contraire. Nous voyons des machines, qui possèdent la force merveilleuse de réduire et de rendre plus fécond le travail humain, en faire une chose rabougrie qu'elles consument jusqu'à épuisement. Par un étrange maléfice, les sources nouvelles de richesse se transforment en autant de sources de misère. On dirait que les conquêtes de la science doivent être payées au renoncement à tout ce qui a du caractère. à mesure que l'humanité devient maîtresse de la nature, l'être humain semble devenir esclave de l'autre être humain, ou de son propre abaissement. Même la pure lumière de la science ne peut apparemment briller que sur le sombre fond de l'ignorance. Toutes nos découvertes et tous nos progrès aboutissent à parer les forces matérielles d'une vie spirituelle et à ravaler la vie humaine au niveau d'une force matérielle. Cet antagonisme de l'industrie et de la science moderne face à la misère et à la décadence modernes, cet antagonisme entre les forces productives et les rapports sociaux de notre époque est un fait tangible, péremptoire et incontestable. Certains partis peuvent s'en lamenter, et d'autres rêver qu'en nous délivrant des modernes progrès des techniques nous nous délivrerions des conflits modernes. Il leur est loisible de s'imaginer qu'un aussi spectaculaire progrès de l'industrie ne peut parvenir à son accomplissement sans s'accompagner d'une régression aussi spectaculaire en politique. Pour notre part, nous ne pouvons nous méprendre sur la figure de cet esprit malin sans cesse à l'œuvre dans toutes ces contradictions. Nous savons que les forces nouvelles de la société, pour se mettre à agir dans un bon sens, ont besoin d'une seule chose : que des hommes nouveaux s'en rendent maîtres - et ces hommes sont la classe laborieuse.

Malbouffe ici, émeutes de la faim là-bas...

Nous avons bénéficié d'une véritable révolution technique agricole pour sortir de la pénurie alimentaire à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, portée par l'utilisation des intrants chimiques, de nouvelles espèces et de la motorisation, soutenue par une politique publique volontariste... Toutefois, des critiques justifiées apparaissent sous l'angle de la qualité des produits et de l'exigence croissante de sécurité et de responsabilité de l'autorité publique. Ces phénomènes prennent place dans un contexte de déréglementation libérale à la faveur des acteurs du marché. Le résultat est sous nos yeux : ici, comme ailleurs, nous sommes tristement loin de la sécurité alimentaire pour l'être humain, en quantité comme en qualité.

nucléaires ou les grands barrages hydrauliques (Trois Gorges en Chine) signifie *ipso facto* la formation d'un risque de même niveau, par la perte de contrôle possible de cette puissance – la rupture du barrage ou l'accident nucléaire dégageant d'énormes quantités de radioactivité.

> ***Une science qui doit pouvoir compter sur la compétence et l'indépendance d'une recherche publique, vivier de l'expertise.***

La question centrale devient donc la maîtrise de ces risques nouveaux qui ne se limitent pas aux « accidents » mais doivent intégrer les conséquences d'un usage normal de ces technologies.

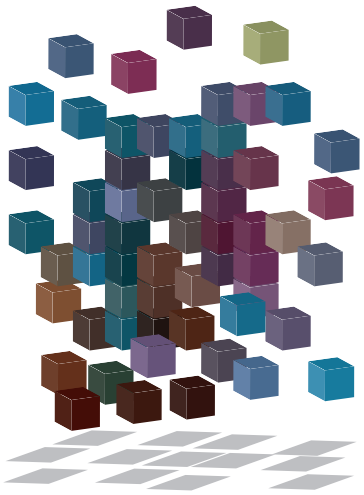
ON VEUT TOUT CE QUI EST BIEN ET ÉVITER TOUT CE QUI EST MAL

Comment aller au-delà de ce constat et proposer des politiques publiques permettant de réaliser ce vœu pieux des conférences de citoyens sur les nanotechnologies : « on veut tout ce qui est bien et éviter tout ce qui est mal » ? C'est l'une des difficultés principales du camp du progrès. Croire qu'il est possible de la contourner débouche sur des impasses. Comme lorsque le Parti de gauche prétend qu'il est possible, en cinq ans, de remplacer des centrales nucléaires par 10 000 MW de centrales géothermiques alors que cette technologie n'a pas la maturité nécessaire. Voici deux pistes de réflexion et d'action.

► Aider la société à réfléchir à « comment voulons-nous vivre ? » Les modes de consommation et de vie des pays industrialisés sont façonnés depuis un demi-siècle par un déluge de publicités visant à y enfermer les populations. Il n'est pas inutile de souligner son origine, aux États-Unis : à la fin de la Seconde Guerre mondiale, il répond à la question « comment poursuivre la croissance dynamisée par la guerre ». Réponse : en faisant de la consommation à outrance de biens matériels le but de la vie, et même un « devoir patriotique ». L'obsolescence programmée des objets, dont l'exemple des téléphones portables donne le tournis, fait partie de cette « rotation accélérée du capital » à la base du profit. La difficulté de cette action, outre celle de soulever la chape de soumission forgée par cinquante ans de matraquage idéologique, consiste à séparer les « besoins », au sens marxien du terme, des consommations forcées. La diminution radicale des inégalités de patrimoines et de revenus, outre l'impératif écologique qu'elle constitue, contribuera fortement à éclairer ce débat.

► Donner toute sa place à l'expertise scientifique collective dans la mise au clair des avantages et des risques des technologies et dans la gestion de ces derniers. Le mouvement d'externalisation de l'exécutif d'État de l'expertise des risques, dans des agences consultatives ou dotées de pouvoirs d'action (Agence de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail ou Autorité de sûreté nucléaire par exemple), le montre : nous devons mobiliser les connaissances et la démarche scientifiques pour prendre les meilleures décisions possibles. Cela suppose d'abord la reconnaissance de la valeur de la science dans la constitution des dossiers. Une science qui doit pouvoir compter sur la compétence et l'indépendance d'une recherche publique, vivier de l'expertise. Et que les responsables politiques doivent renoncer à instrumentaliser, comme on l'a vu avec l'affaire Séralini.
L'organisation de cette expertise, selon des règles de transparence dans le choix des experts, d'acceptation des avis minoritaires et d'un dialogue argumenté entre experts, relève des pouvoirs publics, qui doivent ensuite tout à la fois respecter l'indépendance de la structure mise en place et vérifier que les règles sont suivies. Ensuite, cette expertise scientifique doit servir de socle au débat politique et social, qui fait intervenir des considérations économiques, sociales, sociétales, voire morales, avant la prise de décisions. Les partis politiques, et notamment lorsqu'ils sont au pouvoir, ont une responsabilité majeure à cet égard, et leurs dirigeants doivent compenser leurs méconnaissances nécessaires en matières techniques ou scientifiques par leur respect des relations entre expertise scientifique et débat politique. ■

*Sylvestre Huet est journaliste. Il est spécialisé dans les sujets scientifiques.



1993 « L'éthique propre de la science, celle de la saine pratique scientifique se combine désormais de plus en plus à celle de la responsabilité de l'homme de science à l'égard de la société dans son ensemble ».

« Il faut de plus en plus de science dans de multiples domaines de la connaissance, à commencer par celui des sciences de l'homme et de la société…
Il en va sans doute de même des problèmes de l'écologie globale du système terre qui implique à la fois, en interaction forte, les courants de circulations physique de l'atmosphère et de l'océan, et les courants de circulation économique de la production industrielle et agricole ».

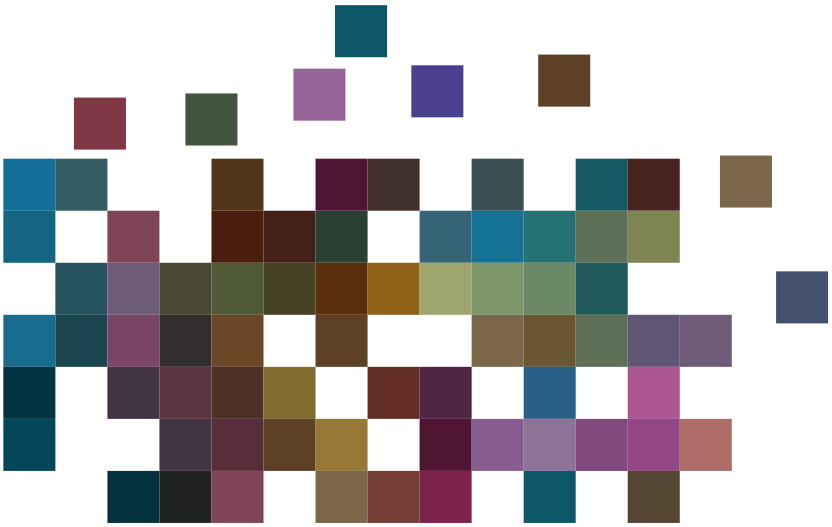
Jacques Bonitzer, *Les chemins de la science*

MARX… UN PROGRÈS ?

Les contradictions des mouvements dits progressistes n'ont rien à voir avec les positions caricaturales en vogue.

PAR JEAN-NUMA DUCANGE*

L'idée de progrès est fréquemment associée à la gauche. « Progrès social »… Dans le même temps ce lien a été à l'origine de nombreuses critiques au cours du « siècle des extrêmes » : une confiance aveugle dans le progrès serait à l'origine – ou n'aurait pas permis de prévenir – les crimes de masses « mécanisés » et « rationalisés ». Quant aux récents débats autour des études postcoloniales, ils ont ranimé le débat autour d'un constat très répandu : la « mission civilisatrice » chère au colonialisme se serait drapée des oripeaux du progrès politique, économique voire social pour s'imposer. Les Lumières ayant été mobilisées par les colons, les voilà bannies pour certains de la gauche respectable. Voilà quelques topoi à partir desquels sont rédigés nombre d'ouvrages aujourd'hui, à tel point que certains ne cherchent même plus à argumenter pour ou contre, mais les prennent pour des faits indiscutables. Il y aurait beaucoup à dire sur le passage d'un rationalisme un peu naïf et une exaltation en bloc des Lumières à leur critique unilatérale : une fine histoire intellectuelle permettrait d'en comprendre les tenants et les aboutissants mais relevons simplement ici que ces approches minimisent toujours les contradictions qui animent les courants intellectuels, couramment associés au « progrès », nés aux XVIIIe et XIXe siècles.



LE PROGRÈS ET LA COLONISATION

Le marxisme constitue à cet égard un bon exemple de caricature, à tel point que les « retours à Marx », s'ils peuvent paraître parfois dépolitisant (Marx comme auteur intéressant sur le fonctionnement du capitalisme mais désastreux sur un plan politique), ont quelque chose de sain dans la confusion ambiante : revenir aux textes et à leur contexte, pour comprendre les filiations et héritages. Les exemples sont innombrables mais parmi les auteurs les plus incontestés sur la critique du colonialisme faite au nom des Lumières, il faut relever Edouard Saïd et son ouvrage sur l'orientalisme. La place manque ici pour discuter toutes les thèses avancées par Saïd. Relevons simplement que sa lecture de Marx a contribué à faire de lui un théoricien peu sensible aux problèmes coloniaux, voire colonialiste, s'inscrivant dans un cadre de pensée vantant les mérites du « progrès » capitaliste par rapport aux féodalités. Qu'il y ait cette tendance dans nombre de textes de Marx et chez les marxistes ultérieurs, personne ne peut le nier ; il ne serait pas au passage inutile de s'intéresser également à l'exaltation acritique des traditions indigènes… Mais le débat n'est pas là. Saïd comme beaucoup d'autres passe à côté d'un changement de paradigme dans la dernière partie de l'existence de Marx, quand celui-ci s'intéresse de près à l'évolution des peuples non-européens et opte pour une lecture multilinéaire de l'histoire. Nombre de ces textes sont certes fragmentaires et ont longtemps été presque indisponibles : néanmoins, dès 1857 et la révolte des Cipayes en Inde, Marx avait montré publiquement dans un article sa sensibilité anticoloniale, certes moins développée (mais qui l'était à l'époque ?) au regard de son intérêt par rapport à la politique française.

1993 « La recherche est porteuse d'universel, de savoirs, d'émancipations ; elle a un contenu progressiste potentiel mais, en même temps, les conditions dans lesquelles elle se développe, la place qui lui est faite dans nos sociétés, l'usage des résultats qu'elle produit, peuvent la conduire à être porteuse d'inégalités et de dominations ».

« … Dans une période où les finalités que se fixe la société, la conception et le contenu du progrès sont eux-mêmes en question »… On peut répondre à ces interrogations « dans une démarche progressiste, on peut refuser ce cadre étroit, utilitariste dans le court terme, fondé exclusivement sur des critères financiers ou de profit tel que voudrait l'imposer le capitalisme ».

« La recherche et les enjeux contemporains », *Cahiers du Communisme*

MARX ET LES MOUVEMENTS ANTICOLONIALISTES

Au demeurant, nul besoin d'être un érudit pour savoir combien la lecture de Marx, même de ses écrits les plus « européens », a été un des points d'entrée des mouvements anticoloniaux. Quant aux Lumières et la tradition de 1789, qui avaient été tant mobilisées par l'expansion coloniale de la Troisième République, elles ont aussi continué à jouir d'un certain respect. Dans un reportage sur Cuba, peu après la prise de pouvoir par les partisans de Castro, Claude Julien constate dans *Le Monde* en 1960 que le modèle révolutionnaire français n'a pas perdu tout son crédit, malgré l'Algérie : « s'ils éprouvent un sentiment de solidarité à l'égard de la rébellion algérienne, leur admiration pour une certaine image de la France n'en reste pas moins vive. […] Les Cubains – et Fidel Castro lui-même – ne peuvent pas parler de leur révolution sans évoquer 1789 et une image idyllique de la tradition française ». À tort ou à raison, c'est une autre question : les oppositions ne sont pas aussi caricaturales et on gagnerait à comprendre cette complexité plutôt que de mettre en scène des faces à faces *post-mortem* dissolvant toute histoire sérieuse de la période ! Il y a hélas encore du chemin à faire : Esther Benbassa, dans un numéro hors-série de la revue *Mouvements* de septembre 2011 introduisait un dossier de la façon suivante : « La France n'a jamais cessé d'être nationaliste, d'un nationalisme lié directement à l'essence même du jacobinisme qui, s'il se présente sous le label d'un universalisme, entend assurer la domination d'une couleur, d'une religion et d'un genre, un universalisme donc blanc, masculin et catholique. »

Jacobinisme = colonialisme… Il est certes temps d'abandonner une vision purement enchantée du « progrès » politique ; symétriquement restituer toutes les contradictions des mouvements dits « progressistes » évitera à l'avenir d'écrire des inepties sur des courants politiques qui ont servi de point de référence aux mobilisations populaires et émancipatrices dans le monde entier. ■

* **Jean-Numa Ducange** est historien. Il est maître de conférences à l'université de Rouen.

LE CAPITALISME MET EN CAUSE L'IDÉE DE PROGRÈS

Être oublieux du monde naturel en détournant notre aptitude à transformer notre environnement dans le but de nourrir la finance et quelques privilégiés est une voie sans issue qui ne mène qu'à des catastrophes écologiques.

Par Roland Charlionet, Luc Foulquier*

L'évolution des espèces a donné à la famille des hominidés puis en particulier aux *homo sapiens* la possibilité d'agir de plus en plus efficacement sur leur environnement, d'affiner leurs pensées et de communiquer de manière de plus en plus précise avec leurs congénères. Le propre de l'activité humaine est qu'elle s'accomplit par l'intermédiaire de deux médiateurs, l'*outil* pour les rapports êtres humains/nature et le *signe* pour les rapports avec les autres et avec soi-même. En outre l'activité humaine se caractérise par son déploiement dans un temps long : l'anticipation, le projet, la mise en œuvre attentive, l'analyse des résultats. Ces facultés ont permis aux êtres humains de franchir un saut qualitatif original dans le règne animal : la capacité de développer à l'extérieur de leur organisme individuel un monde d'objets matériels et spirituels, véritables concentrés d'activités potentielles. Avec ce développement, ils acquièrent la possibilité de s'émanciper peu à peu de leur déterminisme biologique et de transformer leurs capacités physiques et psychiques.

LE PIRE ET LE MEILLEUR

Depuis l'*homo sapiens*, chaque génération a apporté sa contribution au grand chantier de l'humanité. Ce que nous sommes devenus et ce dont nous pouvons profiter actuellement, nous le devons à nos prédécesseurs et nos contemporains qui ont contribué à édifier l'histoire de l'humanité. Songeons à tous les objets aussi bien matériels que spirituels qui constituent le *monde de l'être humain* : les outils dont nous nous servons, les expressions langagières que nous prononçons, les voies et les moyens de communication que nous empruntons, les infrastructures dont nous bénéficions, les lieux que nous habitons, les

> SUITE PAGE 18

2002 « L'idée « postmoderne » que tout est moralement permis, que tout est licite et surtout que toute opinion en vaut une autre permet également la diffusion et le développement de cet irrationnel et contamine même la science »
« À tous les échelons, la société est gangrenée par l'obscurantisme et les conséquences peuvent en être graves ».
Georges Charpak, Henri Broch, *Devenez sorciers, devenez savants*

2004 « Ce n'est que si tu cherches à voir l'invisible que le visible peut s'éclairer ».
Georges Charpak, Roland Omnes, *Soyez savant, devenez prophète*

2007 « Le scientisme a nourri son contraire, la puissante idéologie antiscience qui lui fait face. L'image s'étant en effet imposée d'une science dénuée de pensée, l'extension du pouvoir social et cette prétendue « non pensée » s'est trouvée dénoncée comme une dévastation de la pensée aboutissant à un asservissement sans précédent des esprits ».
Dominique Lecourt, *Contre la peur*

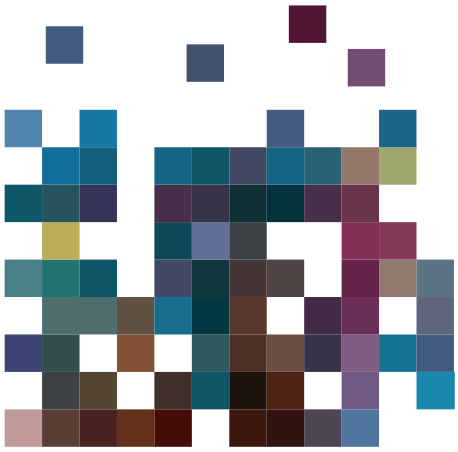
SUITE DE LA PAGE 17 >

livres que nous lisons, les musiques qui nous enchantent, les concepts philosophiques qui fondent notre raisonnement, les organisations sociales qui nous entourent, les institutions qui participent à la gestion publique, les paysages ruraux et urbains que nous façonnons, les savoirs et savoir-faire que nous pouvons nous approprier… Ils ont été pensés, imaginés, projetés, conçus, créés, construits, modifiés, recomposés, affinés, structurés, testés, parachevés, transmis, dispensés… par nos prédécesseurs et nos contemporains. Si la nature a produit homo sapiens, c'est l'humanité qui a produit l'Homme d'aujourd'hui, qui reste en perpétuel devenir. Nous devons « assumer pleinement la responsabilité de prolonger l'hominisation biologique d'avant homo sapiens puis sociale jusqu'à aujourd'hui en une humanisation future de plus en plus civilisée, pleinement porteuse de sens pour l'ensemble des humains » (Lucien Sève) et respectueuse dans ses liens à la nature. Lorsque le développement du monde de l'être humain est ainsi enchâssé dans un projet civilisationnel, l'idée de progrès devient véritablement la ligne d'horizon qui encadre toutes les activités humaines. Mais nous ne pouvons que constater la non-linéarité de l'histoire réelle de notre monde. Elle est pleine de ratés et même de reculs considérables parfois. Le pire y cotoie souvent le meilleur.

Nous sommes porteurs de deux en-communs fondamentaux, le monde naturel et le monde de l'être humain. Marx n'a jamais cessé de penser ensemble l'Homme et la nature et a vigoureusement dénoncé la rupture engendrée par le capitalisme de « l'interaction métabolique » entre la nature et les sociétés humaines. Gommer cette unité dialectique et minimiser le monde de l'être humain en espérant retrouver ainsi les vestiges d'un éden primordial, est une dérive profonde qui a conduit à des drames majeurs. Être oublieux du monde naturel en détournant par exemple notre aptitude à transformer notre environnement dans le but de nourrir la finance et quelques privilégiés est une voie sans issue qui ne mène qu'à des catastrophes écologiques.

Le développement actuel des connaissances et des savoir-faire est véritablement inouï. Mais le monde, dans l'organisation capitaliste de la société, se fragilise considérablement et nous vivons la plus historique des crises de sens, signe manifeste que, d'une façon ou d'une autre, nous nous trouvons à l'orée d'une nouvelle civilisation. « Il n'est pas de question plus importante à poser aujourd'hui que celle des buts des activités humaines : quelle humanité voulons-nous être, quel vivre-ensemble social voulons-nous édifier, vers quels horizons historiques voulons-nous nous diriger ? » (Lucien Sève) La nouvelle phase qui s'ébauche ainsi sous nos yeux pose l'alternative suivante :
- ou bien l'émancipation humaine, dans le respect des biens communs de l'humanité (le climat, l'air, l'eau, les forêts, les sols, les zones humides, les océans, la biodiversité, l'énergie… mais aussi, les réseaux informationnels, la culture…) et dans la vigilance soutenue exercée à l'égard de l'évolution des équilibres naturels, devient le but absolu de toutes les productions que nous engageons. Alors un monde où il fait bon vivre peut émerger ;
- ou bien c'est le productivisme qui l'emporte et nos sociétés se dirigent vers leur déshumanisation progressive, la déstabilisation non maîtrisée et la dégradation des écosystèmes, la marchandisation de l'être humain et de tout ce qui l'entoure, c'est-à-dire l'aliénation la plus totale et la fin de l'idée de progrès.
Il n'y a aucun automatisme, ni dans un sens ni dans l'autre. Le progrès n'est pas un don du ciel, c'est un combat. ■

*Roland Charlionet est chercheur à l'INSERM.
Luc Foulquier est ingénieur, chercheur en écologie à l'IRSN.



Nanotechnologie : thérapie génique, cancer, énergie, dessalinisation de l'eau de mer....

Les nanotechnologies sont souvent perçues d'abord comme une menace, à un point tel que le mot est tabou. Illustration avec le Teléthon : un spécialiste nous décrit à la radio les nouvelles thérapies géniques à la pointe de la technologie. Il oublie de préciser que c'est tout simplement une application directe des nanotechnologies... Ce mot est imprononçable... Pourtant pour les cancers, des bonds très importants sont attendus tant dans le diagnostic précoce des maladies grâce à des marqueurs microscopiques, que pour traiter les cancers avec des « transporteurs » de taille nanométrique qui largueront des molécules médicamenteuses de façon très ciblée sur les tumeurs : ce qui pourra multiplier par dix l'efficacité du traitement sans les effets secondaires de la chimiothérapie... Il faudrait aussi parler des espoirs sucités par les nanotechnologies concernant les rendements du photovoltaique (économique et physique), des possibilités de dessaler l'eau de mer en utilisant des membranes à maille de dimension nanométrique filtrant le sel de l'eau de mer comme une simple passoire de cuisine...

POUR UN PROGRÈS HUMAIN ÉMANCIPATEUR

L'avènement d'un tel progrès ne se fera pas sans confrontations critiques sur les plans politique et éthique.

PAR GUY CARASSUS*

La notion de progrès est devenue, au fil de son emploi et des réalités qu'elle désigne, tellement polysémique qu'il est utile de commencer par dire ce qu'on met ou ne met pas derrière ce vocable. Pour ma part, je considère qu'il faut distinguer – très schématiquement – deux aspects dans l'approche commune du progrès qui sont pour une part en relation avec ce qui relève de l'évolution et plus particulièrement de l'hominisation, pour une autre part en rapport avec l'histoire notamment celle des sociétés, en corrélation avec ce qui relève de l'humanisation et des valeurs qui l'orientent. Sans entrer dans le détail que recouvrent ces domaines, il est possible de dire que cette notion de progrès, au sens d'un mouvement vers un mieux, ne peut s'y appliquer indistinctement.

En matière d'évolution, la théorie darwinienne et néodarwinienne qui met en lumière la sélection naturelle et sexuelle des espèces comme processus d'adaptation aux variations des milieux, auquel contribuent les mutations génétiques aléatoires et les acquisitions culturelles historiquement situées – ces dernières sont particulièrement importante pour l'*homo sapiens*, espèce pour laquelle certains scientifiques parlent de coévolution en référence aux interactions entre les facteurs génétiques et culturels – rend caduque toute utilisation de cette terminologie. Malgré la complexité biologique de notre espèce et la position dominante qu'elle occupe aujourd'hui dans le règne animal, traduisant pour une part son adaptation aux conditions actuelles, nous ne sommes pas fondés de décrire l'évolution dont nous sommes issus en termes de progrès. Nonobstant, il faut noter que la culture de l'*homo sapiens* est également un facteur de modification de l'environnement et que ce dernier réagit en retour sur l'action de la sélection naturelle agissant sur la lignée humaine. Il y a là potentiellement un élément sur lequel les femmes et les hommes peuvent agir pour influencer le devenir de leur hominisation. Mais dans quelle mesure, dans quel sens et pour quelles conséquences ? Pour l'heure, « l'anthropocène » ne s'engage pas sous les meilleurs auspices…

INFLUENCE DES MODES DE PRODUCTION

Il en va différemment me semble-t-il avec la construction historique des sociétés et de l'humanité en chacun de nous. Ces aspects, liés entre eux, évoquent fondamentalement les caractéristiques de la construction du monde humain dans lequel nous évoluons. Les manières de faire société et de subvenir à nos besoins varient au cours du temps. Ce mouvement est fortement corrélé avec les modes de production qui sont des pratiques au cours desquelles nous transformons notre environnement et nous nous transformons nous-mêmes. Nous y acquérons de nouvelles aptitudes et capacités qui s'objectivent dans nos productions matérielles et idéelles, qui influent sur nos pratiques et nos actions individuelles et collectives. Mais ces acquisitions se réalisent sur un mode contradictoire qui, de mon point de vue, ne permet pas de les qualifier de progrès sans réserve ni sans nuance.

> *« Les connaissances scientifiques sont devenues une force productive soumise aux objectifs de rentabilité que dicte désormais le capital financier dans des champs d'activités humaines. »*

Marx nous invitait déjà – lui qui, à raison, soulignait le progrès historique que constituait le mode de production capitaliste sur ceux qui l'avaient précédé – à tenir compte des dimensions contradictoires et rédhibitoires de ce régime. Ainsi, il pensait que la logique même du capitalisme conduisait au retournement de tout progrès initial ou potentiel en désastre humain et écologique. Sous l'effet des rapports sociaux d'exploitation, de domination et d'aliénation, les avancées des sciences et des techniques, conçues et appliquées pour la production de biens et de services en régime capitaliste, ne finissent-elles pas par « épuiser les hommes et la nature » ? Il en est ainsi parce que dans ce mode de production, les connaissances scientifiques sont devenues une force productive soumise aux objectifs de rentabilité que dicte désormais le capital financier dans des champs d'activités humaines toujours plus étendus.

Néanmoins, les contradictions qui animent ce mouvement laissent historiquement place à des réalités et à des potentialités de progrès humains. Les femmes et les hommes y acquièrent des capacités nouvelles et y forgent des besoins porteurs d'exigences de développement

> SUITE PAGE 20

2010 « Et la science ?
- Quoi la science ?
- Peut-elle nous sauver ?
Je le poserai ainsi : la science ne peut sans doute pas nous sauver… mais sans la science, il est peu probable que nous soyons sauvés ».

CLAUDE LORIUS, LAURENT CARPENTIER, *Voyage dans l'anthropocène*

2010 « La greffe du cœur réalisée en 1967 par le professeur Barnard, fut vécue comme une transgression absolue qui suscita bien des débats, l'intervention du pape, etc. ».

JEAN MICHEL BESNIER ET ALII., *La science en jeu*

2011
« L'actuelle volonté de diriger la recherche scientifique depuis les politiques, la volonté affirmée par le pouvoir politique de fixer les axes prioritaires de la recherche scientifique, représente une mutation dans les rapports science/pouvoir : la science doit être au service, elle ne doit plus nous causer de surprise dérangeante, le politique perdant toute modestie, se pose comme capable de la diriger ».

JEAN-PAUL MALRIEU *La science gouvernée*

SUITE DE LA PAGE 19 >

et d'émancipation. Là réside en grande partie les promesses de progrès possibles que Marx a su capter pour imaginer le communisme comme « une association où le développement de chacun est la condition du libre développement de tous ». Ainsi, ce qui apparaît comme essentiel et déterminant pour que se concrétise un réel progrès humain, aujourd'hui sans doute plus que jamais, c'est de favoriser l'affirmation d'un individu social autonome et créatif dans des activités humaines collectives régies par des rapports de coopération et de solidarité.

UN MOUVEMENT DIALECTIQUE

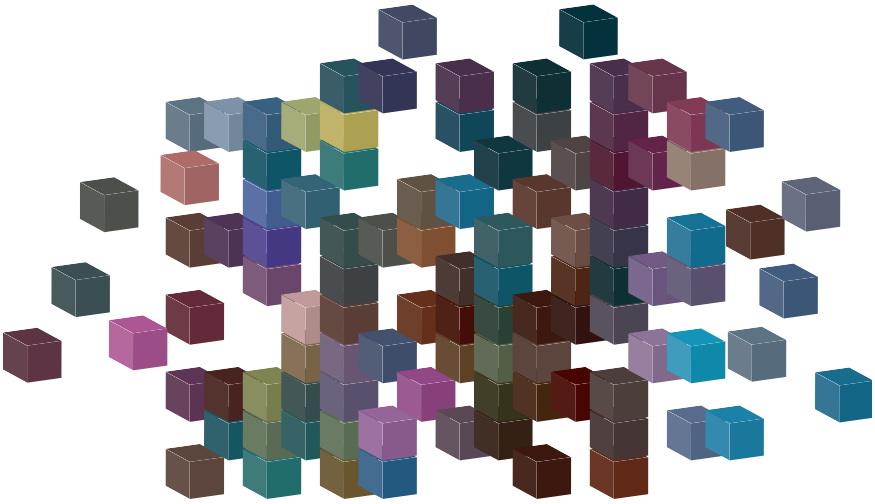
C'est pourquoi je pense que le progrès doit se concevoir comme un mouvement dialectique qui s'enracine et se projette dans les processus d'humanisation, de fabrication de l'humanité en chacun. Sur cette base historique et anthropologique, j'appellerai progrès l'acquisition de nouvelles aptitudes corporelles et culturelles, intellectuelles et psychiques qui ouvrent sur des nouveaux possibles de développement humain. C'est pourquoi, il me semble nécessaire d'adjoindre à cette notion un qualificatif qui oriente le mouvement dont elle entend rendre compte en précisant : « progrès humain émancipateur ».

Cela implique d'agir pour instaurer de nouvelles bases sociales, de nouveaux rapports sociaux qui tendront à supprimer ce qui fait obstacle à l'avènement d'un progrès émancipateur. Mais il faut avoir conscience, à mon sens, que l'affirmation de possibles exclut toute conception déterministe du progrès et cela, quelles que soient les bases sociales sur lesquelles repose une société. Aussi, à l'intérieur et avec cette conditionnalité de transformation sociale, il y a et il y aura toujours nécessité de confrontations critiques sur les plans politique et éthique.

Politique parce que l'accès et l'appropriation des facultés humaines, matérialisées et extériorisés dans des réalisations sociales diversifiées, doivent être favorisés pour permettre à chacune et chacun de se construire en fonction des potentialités d'humanité que recèle une époque historique. Cela requiert une organisation sociale et démocratique qui doit se traduire par l'affirmation d'un haut niveau de droits sociaux et humains attachés à chaque personne ; par d'amples activités socio-économiques qui visent à satisfaire prioritairement ces droits, en appui sur des biens communs et publics ; par des rapports sociaux solidaires, fondés sur la coopération et l'autogestion, qui visent à mutualiser et à partager les ressources et les richesses de la société. Éthique parce que les acquis et les avancées que les pratiques sociales suscitent et qui peuvent supporter des progrès émancipateurs, exigent pour ce faire qu'ils soient confrontés aux contradictions et aux limites de notre société comme à celle de notre planète Terre ; aux interrogations sur le sens et les finalités que nous voulons accorder à une existence humaine singulière mais insérée dans une biodiversité dont elle dépend ; à la réflexion sur la place et le rôle que nous voulons y tenir en tant que personne au sein d'une communauté humaine désormais universellement reliée.

Le progrès n'a de sens que s'il est vecteur d'émancipation sociale et humaine. ■

*Guy Carassus est chargé de mission en économie sociale, membre du Conseil scientifique de la fondation Gabriel Péri.



2011 « À mesure que l'humanité maîtrise la nature, l'homme semble devenir l'esclave de ses pareils ou de sa propre infamie. Même la lumière de la science semble ne pouvoir luire autrement que sur le fond obscur de l'ignorance ».

Karl Marx, *Les révolutions de 1848 et le prolétariat*

2011 « Le processus technique et technologique a toujours appelé des reconfigurations de nos modes de vie, de nos valeurs, de notre imaginaire ».

Étienne Klein *Le small band des nanotechnologies*

2012 « La science n'a pas de réponse à tout, mais elle est un pilier indispensable »
« Les idées de Galilée, Darwin ou Einstein ont été initialement rejetées ».
« Cessons de penser que l'idée de progrès est morte ! Elle vit encore dans la démarche scientifique ».

André Brahic, *La science, une ambition pour la France*

LE PROGRÈS ET SES DIFFÉRENTES FACETTES

Le concept se décline sur plusieurs registres, individuel, sociétal, social et planétaire, registres étroitement imbriqués pour ne pas dire intriqués au sens quantique du terme.

PAR IVAN LAVALLÉE*

Au niveau individuel, on considère comme un progrès tout ce qui permet de « vivre mieux » notion très subjective et dépendant de chaque individu. Tout ce qui permet à un individu d'augmenter ses possibilités de choix peut être, de son point de vue, considéré comme un progrès tout en pouvant être une régression pour la société, tel l'enrichissement personnel par exemple, ou une catastrophe pour la planète comme l'usage des sacs plastique. Au plan sociétal, c'est ce qui permet aux individus d'être libérés de situations perçues comme contraignantes, comme la maîtrise de la maternité et donc de la sexualité, l'apparition des robots de service à la personne susceptibles d'exécuter les tâches ménagères, l'accès à l'énergie, à une bonne nourriture, à l'eau, aux soins gratuits pour tous c'est à la fois sociétal et social car c'est ce qui permet de maintenir la société en tant que telle en bonne santé et assurer sa pérennisation. La baisse massive du temps de travail salarié (mais pas du revenu) est une marque de progrès car libérant du temps mais aussi faisant sortir de l'aliénation du rapport social d'exploitation. La propriété collective des forces productives matérielles de l'humanité serait le progrès majeur de l'époque que nous vivons, permettant à la société en tant que telle, d'opérer les choix, économiques, écologiques, sociétaux, assurant bien-être et pérennisation, c'est-à-dire libérant la force productive humaine et donc les individus qui en sont porteurs.

ASSURER LA PÉRENNITÉ DE L'HUMANITÉ

Cette vision du progrès est nécessairement sous-tendue par le développement des forces productives matérielles, c'est-à-dire les moyens d'action sur la nature, la compréhension de ses mécanismes intimes. Le progrès au XXIe siècle passe par un développement sans précédent de l'activité scientifique. Les problèmes à résoudre pour assurer la pérennité de l'humanité nécessitent la préservation de notre écosystème menacé par le système de production et d'échange qu'est le capitalisme. Nous sommes arrivés à un stade de développement de l'humanité où la puissance des hommes sur la nature est devenue telle qu'un petit groupe d'individus, voire un individu peut mettre en cause la vie de millions d'autres ou celle même de l'humanité tout entière, la régression sociale et la dégradation de l'écosystème en cours en étant les manifestations les plus visibles. C'est ce qui rend obsolète et mortifère le régime de propriété privée de ces moyens d'action ; (i.e. les forces productives matérielles) et objective la nécessité d'une société du « en commun ». C'est là fondamentalement l'enjeu du communisme et une conception renouvelée de la démocratie. Mais le progrès de l'humanité, s'il passe par le dépassement du capitalisme ne peut être assuré sans que ladite humanité se dote d'outils scientifiques sans commune mesure avec ceux dont nous disposons actuellement pour assurer l'approvisionnement en énergie et matières premières de l'humanité, pour comprendre et maîtriser les variations climatiques, l'actuel réchauffement, puis le contenir, permettre de nourrir l'ensemble de l'humanité, gérer mers et océans. L'état actuel des grandes théories scientifiques et les problèmes scientifiques qu'elles soulèvent ainsi que la dialectique des interactions avec la société, laisse entrevoir la nécessité d'une remise en cause et d'une avancée majeure dans notre conception du monde et des moyens d'action sur celui-ci. Il est fort probable que nous soyons à la veille (à l'échelle de temps historique) d'une révolution scientifique et de la conception et de la place de l'activité scientifique dans l'activité humaine elle-même, marquant là un progrès certain (décisif ?) dans, notre connaissance et représentation du monde et, partant, nos moyens pour le transformer et transformer la société. Les grandes questions techniques sont celles des infrastructures, de l'approvisionnement, de l'énergie et des transports, mais les solutions, si elles ont une forte composante scientifique et technique, comme nous l'avons

> *« Les questions de l'insécurité alimentaire, de l'utilisation commune des ressources en eau, des ressources halieutiques ressortissent-elles plus à des choix politiques que techniques ou scientifiques, mais « plus » ne signifie pas « seulement ». »*

> SUITE PAGE 22

OGM 2e génération, agrocarburant de 3e génération

Aujourd'hui les OGM dans le domaine agricole (voir la rubrique sciences de ce mois-ci pour plus de détail) sont une technologie essentiellement axée sur l'élaboration de plantes résistant à des pesticides, avec une forte dimension commerciale où des firmes vendent a la fois les semences et le pesticide associé. Il existe pourtant des recherches sur des OGM de 2e génération, des variétés de plantes qui seraient capables de pousser dans des environnements difficiles, donc sans engrais, sans pesticide, avec moins de besoin en eau. Ce n'est pas anodin, vu les problèmes d'épuisement des sols et le manque d'eau à l'échelle mondiale : les besoins croissants en intrants et en énergie nuisant à l'environnement, ce serait un formidable espoir à condition que les résultats soient partagés, que les recherches soient menées par des organismes publiques, et sur le long terme. Les agrocarburants de 3e génération, avec la perspective d'élever des micro-algues capables de produire suffisamment de biomasse pour alimenter une partie de nos moteurs qui ne seront pas tous, du jour au lendemain, électriques, notamment pour les avions. C'est encore à l'état d'expériences en laboratoire mais ces agrocarburants ont le mérite de ne pas entrer en concurrence avec les usages alimentaires.

SUITE DE LA PAGE 21 >

pointé ci-dessus, ne peuvent être mises en œuvre efficacement que par une volonté politique mise au service de l'ensemble de l'humanité. Ainsi les questions de l'insécurité alimentaire, de l'utilisation commune des ressources en eau, des ressources halieutiques ressortissent-elles plus à des choix politiques que techniques ou scientifiques, mais « plus » ne signifie pas « seulement ».

PRENDRE EN COMPTE L'ÉVOLUTION DÉMOGRAHIQUE

Ces progrès, permettant à l'humanité, aux peuples, de reprendre la maîtrise de leur destin en toute connaissance de cause – c'est là la vraie démocratie – ne peuvent s'opérer qu'à partir d'un progrès décisif et massif dans la formation et la prise de conscience. C'est l'enjeu actuel. La prégnance mortifère des problèmes, leur ampleur, leur complexité, la chape de plomb idéologique régnante engendre les replis sur des idéologies millénaristes qui se veulent parfois « écologistes » rêvant d'une nature pure qui n'a jamais existé, niant le progrès, incapables de voir la dynamique de la science et des techniques, fustigeant « le productivisme » sans prendre en compte l'évolution démographique des trois prochaines décennies, et avançant de pseudo-solutions qui sont en fait des régressions y compris scientifiques comme par exemple d'empêcher des recherches sur les OGM, et sans remettre fondamentalement en cause le capitalisme en tant que système de production et d'échanges ; des idéologies réactionnaires quoi. ■

*Ivan Lavallée est professeur des universités à l'EPHE.

Réagissez à ce dossier contactez-nous !
revue@pcf.fr

COMMENT PROGRESSER ?

Pour transformer le progrès des connaissances en progrès humain, il convient de traiter la compréhension des problèmes et des progrès comme un enjeu de démocratie.

PAR JEAN-PIERRE KAHANE*

Le progrès est terriblement rapide et terriblement lent. Les connaissances s'affinent et se multiplient dans des domaines de plus en plus étendus, et l'humanité n'en tire parti que de manière latérale et souvent faussée. Le progrès le plus important à réaliser est de transformer le progrès des connaissances en progrès humain. L'idée simple est que se trouve à l'ordre du jour l'appropriation collective des connaissances scientifiques, parallèlement à l'appropriation collective des autres moyens de production et d'échange. Facile à dire, difficile à mettre en œuvre. Je vais me borner à suggérer quelques approches.

Il y a un besoin latent, on le sent avec le succès de certaines informations ou manifestations scientifiques. Ce besoin est dévoyé vers les fausses solutions en matière politique comme par les fausses sciences, ou par la défiance systématique à l'égard de la science constituée. L'appropriation collective suppose une volonté générale et une confiance dans la possibilité d'être collectivement maîtres et possesseurs de tout ce que nous créons comme êtres humains. Animer cette volonté et cette confiance me paraît un grand objectif politique.
Tout savoir n'est à la portée de personne, mais c'est à la portée de l'humanité dans son ensemble, et aussi de vastes collectivités comme la nation. Tout savoir signifie avoir accès à toutes les connaissances, saisir leur signification et leurs rapports, et comprendre les conditions de leur élaboration. L'effort à faire se situe à tous les niveaux. La curiosité de la jeunesse, son inventivité, sa rapidité à maîtriser de nouveaux outils, sont un élément de confiance. Réveiller la curiosité chez les adultes, stimuler les échanges dans lesquels chacun tire parti de son travail pour apporter quelque chose à la connaissance commune, traiter la compréhension des problèmes et des progrès comme un enjeu de démocratie, tout cela devrait mettre en branle l'ensemble des citoyens.
Toutes les activités humaines sont concernées. J'insisterai sur deux d'entre elles, l'enseignement et la recherche scientifique.

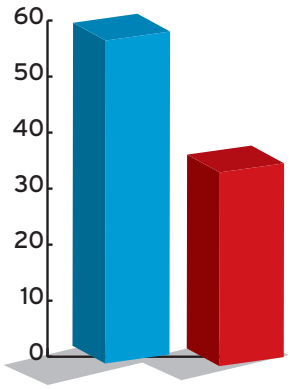
DES PROGRÈS À FAIRE AU SEIN MÊME DES COMMUNAUTÉS SCIENTIFIQUES

L'enseignement scientifique est insuffisamment développé, et c'est surtout vrai au niveau le plus élevé. Les enseignements avancés sont le moyen le plus rapide pour que les connaissances actuelles pénètrent rapidement hors du cercle des initiés. Les étudiants en sciences se trouveraient stimulés et motivés s'ils avaient conscience d'un rôle possible de leur part dans le progrès général.
Les conditions matérielles et morales sont à créer pour qu'il y ait un plus grand nombre d'étudiants en sciences et qu'ils soient mieux motivés.
Dans la recherche scientifique, les conditions du travail évoluent très vite. La communication, essentielle pour les chercheurs, se fait par des moyens nouveaux, en particulier le dépôt des résultats dans des archives ouvertes. Les publications et la place des éditeurs sont l'objet de discussions. On voit germer le désir d'être collectivement maîtres des moyens de communication. L'âge du recrutement à titre permanent comme chercheur ou enseignant chercheur, beaucoup trop tardif actuellement, devrait être considérablement abaissé. En même temps l'éventail des activités de recherche ou immédiatement liées à la recherche devrait être élargi, de façon à permettre qu'avec la garantie de l'emploi stable s'articule la possibilité de changements d'orientation. Ce que je viens de dire des archives ouvertes et des publications introduit de nouveaux besoins, donc aussi de nouvelles possibilités de travail. Cela me semble concerner toutes les disciplines et champs de recherche. J'en imagine la réalisation, presque à portée de main, en mathématiques et en physique. J'en vois les difficultés actuelles en biologie. Or la biologie dans son ensemble me semble la science la plus porteuse de développements révolutionnaires. Elle s'articule d'ailleurs très efficacement avec les autres sciences. Mais elle ne fait pas aux jeunes la place qui leur garantirait la liberté de recherche dont se réclament leurs aînés.
Comment progresser ? Sur tous les fronts, bien sûr. ■

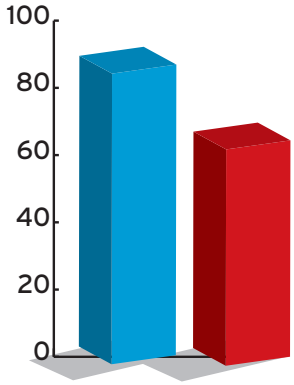
*Jean-Pierre Kahane est mathématicien. Il est professeur émérite à l'université Paris-Sud Orsay.

IMMIGRATION
Se sentir français, être vu comme un Français

L'INSEE a publié en octobre une enquête sur l'immigration en Île de France, signée Pierre-Émile Bidoux. Plus du quart des immigrés déclarent avoir subi des discriminations ; le sentiment d'être traité de façon inégalitaire est aussi fort pour les descendants d'immigrés récents pourtant majoritairement nés en France. La partie probablement la plus stimulante de l'étude traite du sentiment d'être français ou d'être vu comme un Français. 60 % des immigrés déclarent se sentir français, mais seulement 38 % ont le sentiment d'être vus comme des Français. Le décalage entre sentiment d'appartenance et vision des autres existe aussi pour les descendants d'immigrés, alors que la plupart d'entre eux sont nés Français. 90 % ont le sentiment d'être français ; en revanche ils ne sont plus que 67 % à estimer qu'on les regarde ainsi. L'enquête (voir le site INSEE) nuance selon qu'il s'agit d'immigration hors UE, d'immigration UE à 27 ou de natifs des DOM. Pour le sociologue Michel Wieviorka, il y a dans ces chiffres « un très fort désir d'intégration. [...] Le problème, ce n'est pas eux mais c'est le regard qui est posé sur eux, donc le reste de la société »



IMMIGRÉS...
- **qui disent se sentir Français : 60 %**
- **qui disent être vu comme un Français : 38 %**



DESCENDANTS D'IMMIGRÉS...
- **qui disent se sentir Français : 90 %**
- **qui disent être vus comme un Français : 67 %**

Entretien réalisé par **Léo Purguette**

LE GRAND ENTRETIEN

Comment parvenir à être les inventeurs de demain ?

Délégué national du PCF à la Culture, **Alain Hayot** réagit à l'actualité du secteur. Il livre son point de vue sur la place donnée à la culture par le gouvernement et celle que le PCF entend lui donner dans son projet. Ancien vice-président de la région PACA en charge de cette délégation, il a participé à la genèse de Marseille Provence 2013, territoire qui, en ce mois de janvier, se hisse au rang de capitale européenne de la culture.

Marseille Provence est capitale de la culture en 2013. Année culturelle ou affaire de gros sous ?
Il y a, depuis le départ, un affrontement sur cette question entre ceux qui voient Marseille Provence 2013 comme un vecteur de requalification urbaine, de recomposition sociale, ce que l'on appelle la *gentrification,* qui consiste à débarrasser le centre-ville des classes populaires et ceux qui considèrent l'événement comme étant l'outil d'une renaissance culturelle de Marseille et de la Provence. Après la fin de l'ère sarkozyste, caractérisée par une agression généralisée contre le monde de la culture, ce combat est toujours d'actualité. Pour autant Marseille Provence 2013 sera une occasion extraordinaire si elle parvient à remplir trois objectifs.
D'abord sa dimension de dialogue interculturel entre les deux rives de la Méditerranée. Elle sera un réel vecteur de méditerranéité. On s'est beaucoup battu pour cela, même si le but n'est que partiellement atteint. C'était le sens de la référence à Camus dans la programmation mais Camus n'y sera pas, pour des raisons politiques, parce que des *lobbies* d'extrême droite ont réussi à faire supprimer l'exposition qui lui était consacrée. Je le regrette profondément.
Ensuite, Marseille Provence 2013 sera une belle réussite si, durant un an, elle parvient à promouvoir la création régionale en la confrontant à ce qui se fait de mieux en Europe. Je suis confiant dans le foisonnement pour voir les compagnies et les artistes qui n'ont pas été intégrés à la programmation trouver, malgré tout, toute leur place.

> *Ce que dit Aragon au comité central d'Argenteuil, n'est autre que la valorisation de la force créatrice de l'individu.*

Enfin, il faut que cette année culturelle soit un grand événement populaire. Avec les résidences d'artistes dans les entreprises, dans les quartiers populaires la culture peut être partout et pour tous même si des projets, je pense aux quartiers culture, n'ont pas toujours les moyens de se développer.
De mon point de vue, Marseille Provence 2013, ne sera pas au niveau de l'ambition de ceux qui en étaient à l'origine mais il faut jouer le jeu de la dynamique culturelle qui va se déployer et cela, bien au-delà de Marseille.
À ce propos je donne un coup de chapeau aux grandes municipalités de gauche, à direction communiste, autour de Marseille : Arles, Aubagne, Martigues ou encore Gardanne qui sont très engagées pour remplir les trois objectifs que je citais précédemment.

Le bâtisseur de Brasília et du siège du PCF à Paris, Oscar Niemeyer, est récemment décédé. Quelle est votre réaction ? Quel est votre regard sur son œuvre ?
Oscar Niemeyer est parmi les tout premiers grands architectes du XXe siècle. Il a été le disciple de Le Corbusier et s'en est libéré. Il a imprimé sa marque sur le siècle. Il fut le bâtisseur d'une ville entière et avant tout un amoureux de la forme qui a su ne pas enfermer l'architecture

Frédo©

contemporaine dans la ligne droite. Un parti pris lié certes à son amour des femmes mais aussi à son rapport à la nature, à la planète, au monde. Je considère que le siège du Parti communiste est un espace proprement magique qui marque le paysage de Paris. La grande vague qui dessine le bâtiment et la bulle blanche qui recouvre l'hémicycle frappe le regard. La superbe sculpture à l'entrée fait une référence historique à la faucille et au marteau, elle est en même temps un acte d'anticipation créatrice, une vision futuriste de la beauté du monde. Car en plus d'être un architecte de premier plan, Oscar Niemeyer était un homme de conviction, un communiste. Sa manière de l'être, ce n'était pas de brandir son adhésion comme on brandit un drapeau, mais de la traduire en actes, en mettant son exigence artistique au service de tous.

C'est dans ces lieux que vous commémoriez il y a peu le trentième anniversaire de la disparation d'Aragon. Pourquoi ? La culture au PCF se résume-t-elle au passé ?

Absolument pas. L'espace Niemeyer est d'ailleurs en train de devenir un grand lieu culturel. Il était naturel de rendre hommage à Aragon dans cette architecture qu'il a bien connue. De même qu'il connaissait bien Oscar Niemeyer, ensemble ils débattaient souvent de leur pas-

sion pour la création, l'un profondément amoureux des mots, l'autre des formes. Il n'était pas dans notre intention d'approcher le trentenaire de la disparition d'Aragon avec une vision apologétique. Aragon a traversé un siècle terrible, aux contradictions gigantesques, il a toujours assumé les siennes sans parfois parvenir à les résoudre. Ce qui nous intéresse, c'est la force de l'œuvre d'Aragon, un auteur de la taille de Victor Hugo. Tout le monde en convient avec la publication du cinquième tome de ses œuvres romanesques à la Pléiade. Pourquoi évoquer le nom de Victor Hugo ? Parce que comme lui, Aragon est un très grand écrivain excellant dans la manipulation des mots avec une exigence artistique très forte et en même temps, il est un auteur populaire. Combien d'artistes ont chanté ses poèmes ? Des millions de personnes connaissent des strophes entières signées de sa main. Aragon nous a appris que la création est un vecteur d'innovation, une manière d'intervenir sur le réel mais aussi qu'elle constitue la partie la plus belle, la plus aboutie de chaque individu. Ce que dit Aragon au comité central d'Argenteuil, n'est autre que la valorisation de la force créatrice de l'individu. Il avait pour les autres comme pour lui-même une conscience très aiguë de la nécessité de partager le savoir. Communiste, il détestait qu'on le présentât comme un écrivain engagé et se définissait comme un écrivain militant, c'est-à-dire un parmi d'autres. Il n'était pas de ceux qui se penchent de très haut sur le peuple mais un homme dont la singularité n'a jamais empêché la vie à égalité avec ses semblables.

> *« La politique d'austérité est en train d'étouffer la décentralisation culturelle, les politiques publiques de l'État et des collectivités en faveur de l'art et de la culture. »*

Aragon était également un précurseur. Dans *Le Fou d'Elsa,* il nous parle de diversité culturelle, de reconnaissance de l'autre. Tous les spécialistes du monde arabo-musulman attestent de l'incroyable modernité de son approche. Elle préfigurait entre autres ce que l'on appelle aujourd'hui la pensée archipel, les identités rhizomes…

Bref, Aragon était un inventeur et la question qui se pose à nous aujourd'hui, c'est comment parvenir à être les inventeurs de demain ?

Le Louvre Lens vient d'être inauguré en grande pompe. Que vous inspire l'expérience ?

Je pense qu'il s'agit d'un acte politique important. Le fait qu'un grand musée national se préoccupe de faire découvrir ses réserves à un public plus large dans une grande ville minière, populaire, du Nord-Pas-de-Calais est un choix intéressant en ce qu'il sort de l'investissement permanent parisien. Néanmoins, il faut aller plus loin que la déconcentration culturelle en créant les conditions d'un véritable ancrage territorial du Louvre Lens avec les élus locaux, les acteurs éducatifs et le tissu culturel de la région.

La politique de décentralisation culturelle ne peut se résumer à l'inauguration du Louvre Lens. Même si je la préfère infiniment au projet qui consiste pour le Louvre à aller à Abou Dhabi profiter des pétrodollars au cœur de dictatures qui battent des records d'émission de gaz à effet de serre.

Alors même que nos territoires foisonnent d'initiatives culturelles et d'actes créatifs la politique d'austérité est en train d'étouffer la décentralisation culturelle, les politiques publiques de l'État et des collectivités en faveur de l'art et de la culture.

Précisément, quel regard portez-vous sur la politique culturelle du gouvernement ?

La culture ne fait pas partie des priorités énoncées par le gouvernement y compris à travers l'éducation, ce qui renvoie à une conception de l'école réduite à sa capacité de former non pas des citoyens mais des salariés employables.

Pour la première fois de son histoire, le ministère de la Culture voit son budget en baisse. Et pourtant l'on partait d'un budget sarkozyste déjà pas très bon. Cette baisse ne peut se justifier uniquement par l'arrêt des grands projets de Nicolas Sarkozy. Nous étions pour notre part, favorables à la réaffectation des crédits. Par exemple, nous pensons que l'argent destiné au projet de Maison de l'Histoire de France, voulu par l'ancien président et que nous combattions, serait utile aux archives nationales.

Maintenir à flot le maigre budget de soutien à la création en puisant dans les fonds de réserve des grands établissements ne peut se faire qu'une fois. Comment peut-on reprocher à France Télévision de baisser son aide à la création alors que l'austérité lui impose une baisse drastique de son budget ?

Mais au-delà des questions purement budgétaires, nous avons du mal à distinguer dans la politique culturelle du gouvernement une ambition forte, un projet, un cap.

Croit-on que des grands musées vont remplacer les industries en perdition ? Voit-on uniquement la culture comme un vecteur de compétitivité économique des territoires à l'image des libéraux du Forum d'Avignon ? Pour nous, la culture ne peut être le dernier refuge de la marchandisation des activités humaines.

En quoi l'acte de création est-il transformateur pour les communistes ?

L'acte de création permet de s'approprier le monde en même temps qu'il doit permettre un partage du sensible. Il contribue donc à fabriquer de l'en-commun, à faire société. Il est émancipateur parce qu'en s'appropriant le monde, on le transforme et on se transforme. La crise actuelle ne se résume pas à sa dimension économique, il s'agit d'une crise anthropologique, d'une crise de civilisation. Elle touche aux domaines social, écologique mais aussi culturel. Nous n'avons pas une vision utilitariste ou instrumentaliste de la création, de la culture au sens large et nous disons plus que jamais que pour dépasser le cœur de la crise multiforme du capitalisme, l'enjeu culturel n'est ni périphérique, ni secondaire. C'est pourquoi la gauche doit maintenir une ambition en faveur de l'art et de la culture qui doit se traduire dans une grande loi d'orientation et de programmation. Nous ferons des propositions en ce sens. La gauche sans un projet culturel d'émancipation humaine n'est pas la gauche. Elle doit dire quelle humanité et quelle société elle veut construire. ■

BRÈVES DE SECTEUR

Agriculture

LES MARCHANDS OU LES ESTOMACS ?

Le G20 des ministres de l'agriculture qui devait se tenir fin 2012 n'a pas eu lieu. Sa conclusion aurait probablement été glaciale devant l'aveu d'échec, terrible au regard des objectifs du millénaire et de celui affiché en 1996. Pour rappel, celui de réduire de moitié en 15 ans les mal-nourris dans le monde. Où est-elle la réduction si, comme le dit aujourd'hui la FAO, un milliard d'humains meurent de faim ? Il faudra en nourrir neuf milliards d'ici une génération. Hier, les famines, aujourd'hui, le spectre de nouvelles émeutes de la faim. Satisfaire les besoins alimentaires est un enjeu premier. N'est-il pas temps de s'interroger sur le développement de nos sociétés lorsque les propos de Robespierre sur la spéculation des céréales, le 2 décembre 1792, sont d'une résonnante actualité ? Il dénonce à la tribune de la Convention : « Les auteurs de la théorie de la "liberté du commerce" n'ont considéré les denrées les plus nécessaires à la vie que comme une marchandise ordinaire [...] ils ont plus disserté sur le commerce des grains que sur la subsistance du peuple. Ils ont compté pour beaucoup les profits des négociants ou des propriétaires, et la vie des hommes à peu près pour rien »

Depuis ce printemps, les traders surveillent avec dévotion les bulletins météo. L'absence de stocks alimentaires nourrit les bulles financières et la volatilité des marchés. Ainsi lorsque les cours du blé ont augmenté de 35 %, grâce aux contrats à terme, huit intervenants sur dix n'étaient ni producteurs, ni consommateurs mais spéculateurs. Revendus quelques jours, quelques heures avant le terme du dit « contrat », seuls 2 % se traduisent par un échange physique de ce blé. En tête des acteurs financiers misant sur ces contrats à terme, les banques européennes, telle la britannique Barclays qui a dégagé 405 millions d'euros sur ce marché, mais aussi la Deutsch Bank ou la BNP. La doctrine capitaliste de gestion à flux tendu est catastrophique appliquée à l'agriculture.

Après Nicolas Sarkozy, François Hollande affirme la nécessité d'une régulation mondiale des marchés des matières premières agricoles. Il faut maintenant la volonté politique. Un grand nombre d'organisations internationales et françaises, paysannes et citoyennes, syndicales et associatives dans leur diversité condamnent le système capitaliste et appellent à des solutions alternatives. Pour le PCF, seule une nouvelle organisation mondiale de l'alimentation pourrait privilégier les estomacs et non les réservoirs des voitures. Nous formulons des propositions de mesures immédiates. La première, que nous partageons avec le Parti de la gauche européenne consisterait en la création d'une Convention internationale sur la non-spéculation financière des biens alimentaires. Placée sous l'égide des Nations unies, elle serait un point d'appui pour les États et les peuples en leur permettant d'exercer leur souveraineté alimentaire. La seconde consisterait à doter la France, l'Europe de stocks publics agricoles et alimentaires. Leur mise en place répondrait à la nécessaire planification alimentaire. Elle serait un outil de régulation des prix ainsi qu'une réponse d'urgence pour l'aide aux plus démunis.

La gauche doit afficher son ambition agricole et alimentaire. Cette dernière est au cœur de la réflexion des communistes qui ouvre les travaux de leur prochain congrès, et projette une société émancipée des guerres, des dominations et de la faim.

Xavier Compain
responsable national Agriculture

Économie

CHOISIR LES BONS INTERRUPTEURS POUR RALLUMER LES ÉTOILES !

En mai dernier, une majorité de Français a porté la gauche au pouvoir avec l'objectif de changer maintenant. Sept mois plus tard, ce changement n'a pas eu lieu. La crise continue ses ravages, la vie des Français continue de se dégrader. Pire, ils prennent progressivement conscience que le gouvernement a choisi son camp en cédant aux pressions patronales.

Un constat qui pèse lourd sur le niveau de la revendication et qui n'est pas sans lien avec la stratégie du gouvernement visant à instaurer un nouveau type de relations sociales. Comment saisir autrement cette volonté constamment réaffirmée de construire une nouvelle articulation « durable et apaisée » entre capital et travail en France, alors que la crise systémique du capitalisme, crise d'une radicalité sans précédent, exacerbe comme jamais les antagonismes de classe entre capital et travail ? Cela ne peut être sans conséquences !

Il n'y a qu'à voir l'offensive patronale actuelle. Le Medef s'engouffre dans la brèche ouverte par ce dogmatisme social libéral du consensus équilibré. Et tout y passe, avec à la clef des régressions sociales de très grande ampleur. De sorte qu'en fin de compte, on ne peut plus distinguer ce qui relève de l'ambition du gouvernement d'aujourd'hui de celle du gouvernement d'hier…

Dans ce contexte, la responsabilité du PCF, dans le Front de gauche et au sein de toute la gauche, est considérable. Il nous appartient, avec d'autres, de rendre espoir et de rallumer les étoiles. Mais cela ne prendra vie que dans la perspective de changements réels dès maintenant ! Alors choisissons les bons interrupteurs !

Exigeons avec l'interdiction des « licenciements boursiers », des moratoires sur tous les licenciements pour permettre aux salariés d'avancer des propositions alternatives. Plutôt que baisser le « coût du travail » baissons les coûts du capital. Baissons les coûts du crédit des entreprises, des dividendes. Forçons les banques à faire leur métier. Portons ces exigences sur le terrain de nos régions au cœur des luttes dont elles sont le théâtre. Appuyons-nous sur nos cellules régionales de veille, de propositions et d'actions contre les licenciements. Imposons au plan national et sur nos territoires des conférences associant syndicats, usagers, État, banques, employeurs, pour définir des objectifs chiffrés annuels d'emplois et de formations à réaliser en avançant, avec les moyens financiers nécessaires vers la reconquête industrielle.

Refusons que la Banque publique d'investissement devienne le filet de sécurité de la finance et exigeons qu'elle contribue à changer le comportement du système bancaire national et le lien des banques françaises avec la BCE. Faisons d'elle le point de départ du pôle public financier dont nous sommes les porteurs. Renforçons la bataille pour les services publics en exigeant la création d'un Fonds social, solidaire, écologique de développement européen.

Autant de propositions en opposition frontale avec le projet régressif de civilisation nouvelle du Medef et en contradiction avec les ambitions d'un « nouveau compromis social historique » en France du gouvernement, qui situent clairement la lutte sur le terrain des nouvelles conditions de production, de répartition et d'utilisation socialement efficace de la richesse produite. La crise ne se résoudra que dans l'affrontement avec ces orientations.

Frédéric Rauch
secteur économique du PCF

Par **Gérard Streiff**

Droitisation ou doub

Une petite musique se fait entendre depuis la défaite de Sarkozy : les Français ont voté à gauche mais la France est à droite. Une droitisation de l'opinion serait-elle à l'œuvre ? Que la droite se droitise, ça c'est sûr. Voir l'agitation de l'UMP. Mais pour le reste, la notion de droitisation n'est-elle pas un peu hâtive, et instrumentalisée ? En fait, un double mouvement, de repli ET d'ouverture, marque aujourd'hui les esprits.

La société se droitise : ce fut la thèse du « théoricien » de Sarkozy, Patrick Buisson, qui poussa son candidat à droitiser sa campagne (voir *Le Figaro* du 13/11/12). Aujourd'hui, la formule est reprise dans des articles, des émissions, des essais. Il y a là parfois des réflexions intéressantes, par exemple sur des formes de droitisation « culturelle » dont parle le philosophe italien Raffaele Simone. Cet auteur de l'essai *Monstre doux : l'Occident vire-t-il à droite* (Gallimard, 2010) parle assez bien des dérives de « la culture de masse ». Mais certains poussent le bouchon plus loin : la revue *Le Débat* (n° 171) entretient l'idée que la France EST de droite, même si le pouvoir se veut de gauche. Roland Hureaux y parle de « glissement de l'opinion vers la droite », Éric Dupin surenchérit : « La gauche est au pouvoir, certes, mais dans une France droitisée ». Le même Dupin avance l'hypothèse que tout le spectre politique s'est droitisé : le Front de gauche a mangé l'extrême gauche ; la gauche socialiste a viré au centre ; la droite penche vers l'extrême droite ; et l'extrême droite prospère. Jeu de mots ou analyse politique ? Nicolas Truong, dans son commentaire du *Monde* (1/10/12), creuse le sillon, parle du « paradoxe politique français : la France est sociologiquement de droite mais elle est gouvernée par la gauche ».

En fait, la notion de droitisation est problématique. Droitisation de quoi ? De qui ? Jérôme Fourquet, directeur du département « Opinion et stratégies d'entreprise » à l'IFOP, est plus explicite : « Les enquêtes montrent une droitisation de la société française sur certains grands thèmes comme l'autorité, la sécurité, la relation à l'étranger ». L'objet est déjà mieux délimité : sur « certains grands thèmes » (sécurité, étranger), les Français se montreraient plus « réacs » ? D'abord, ça se discute (on peut trouver bien des enquêtes montrant une plus grande tolérance de nos concitoyens). Ensuite, on remarquera que ces « thèmes » ne sont pas les préoccupations majoritaires des Français. Toutes les enquêtes 2012 indiquent une même hiérarchie : chômage/emploi, santé, pouvoir d'achat, école, retraites, inégalités, assurance maladie, environnement, logement. La sécurité ne vient qu'au 10e et dernier rang (à 26 %), l'emploi est en tête (à 80 %). On focalise donc le « débat » sur certains sujets.

Ensuite, quand on parle de droitisation, on a envie d'écrire : à qui profite le crime ? À qui profite cette insistance ? Le mot est en effet souvent utilisé de manière politicienne, à droite comme à gauche. À droite, le nouveau patron de l'UMP, Copé, prétexte une droitisation sociétale pour imposer une droitisation politique à son parti (contre l'avis de gens pourtant proches comme le politologue Dominique Reynié, voir l'encadré). Au PS, lors du dernier congrès, François Rebsamen martela : « La droitisation de la société est un phénomène très profond, décuplé par la crise économique. Les digues tombent les unes après les autres. La droite se déporte vers l'extrême droite et la gauche n'est pas toujours assez forte pour résister. » Cette rhétorique cherche-t-elle à contrecarrer le « phénomène » ? Ou ne le présente-t-elle pas comme une fatalité afin de justifier tous les arrangements, les timidités, les reculs possibles ? Sans parler du refus de mener la bataille d'idées. Le sondeur Jérôme Sainte-Marie de l'institut CSA le dit sans détour : « Les socialistes font ce constat (de la droitisation) mais d'une certaine manière, ça leur évite de se remettre en cause sur le plan écono-

réaliste, et la volonté de voir ce projet mené à bien.» Sidney A. Friedman, économiste américain

ble dynamique ?

mique et social. Une fois qu'ils ont dit cela, que font-ils ? Du Valls ? »

UNE ÉVOLUTION PLUS CONTRADICTOIRE

La notion de droitisation est très aléatoire pour rendre compte de l'évolution de l'opinion. Celle-ci est plus contradictoire, plus contrastée. Le baromètre des valeurs des Français (BVF) de la TNS SOFRES en 2012 nous fournit quelques pistes utiles. Depuis 1990, cet institut teste, tous les deux ans, un large échantillon de Français (plus de 5 000) ; il leur demande notamment de noter, sur une échelle de -3 à +3, 210 mots et concepts clés ; c'est une bonne manière de mesurer à quelles valeurs nos concitoyens sont plus ou moins attachés, et d'esquisser des tendances.

Les mots « en hausse » sont, notamment, labyrinthe, souverain, immobile, fusil, armure, attaque, guerre, soldat, frontière, ruse, chasse, foi, prêtre, Dieu, économiser, travailler, tradition, commerce, conquérir, produire. Les mots « en baisse » sont : confiance, rêver, rire, tendresse, fleur, gaîté, douceur, rire, caresse, humour, ensemble, amitié, désir, océan, charnel, sensuel, construire, acheter, guérir, paix, audace, respect.

Comme l'écrit Blandine Grosjean de Rue89, cette analyse sémiologique « n'évoque pas la mélodie du bonheur ». On peut y voir un « esprit du temps » frileux provoqué par la lassitude et le poids de la crise. Mais le baromètre Sofres va au-delà d'une simple courbe de moral, il indique d'autres pistes et note par exemple ceci : « Sur fond de défiance durable à l'égard des instances régulatrices, les Français font face au quotidien, non sans un sentiment de solitude. Comme « au pied du mur », sans plus d'illusions ni de marges de manœuvre, les postures se radicalisent. Avec leurs proches et l'appui d'un collectif à taille humaine, ils sécurisent ce qui peut l'être et explorent de nouvelles pistes, de façon créative, audacieuse… et parfois transgressive. » La Sofres parle de « double dynamique qui peut coexister chez un même individu ».

L'enquête sur les valeurs des Français 2012 détaille ce double mouvement en six tendances. D'un côté, on a une volonté de « résister, sécuriser face à un monde complexe et menaçant, où l'on a peur du déclassement ». Et résister, sécuriser, ça veut dire « contrôler ce que l'on dit ou ce que l'on entend et dénoncer », ce qu'on appelle par exemple le *fact-cheking* , terme très laid mais répandu qui désigne la vérification journalistique des chiffres et des faits cités par un homme politique, ou encore cette envie nouvelle et médiatisée d'investigation sur tout et rien ; « filtrer et sélectionner ce que l'on consomme, ce que l'on mange » (et toute la littérature autour de ces enjeux) ; « se replier, relocaliser », et ici on voit bien les thèmes de relance industrielle, de *made in France* mais aussi d'entreprise à taille humaine, etc.

L'autre aspect de la dynamique que pointe la Sofres s'appelle « explorer, oser le hors-piste » que l'institut décline ainsi : « exploser (concentré d'explorer et d'oser…) par la parole et les actes », comme la popularisation des conflits, leur mise en scène ; « avoir (sa) foi », histoire de résister au vide, au réel ; « inventer » (à l'heure du numérique, etc.).

Bref résister et explorer, tenir et inventer, se défendre et innover, tel semble être aujourd'hui le double mouvement de l'opinion, concept plus pertinent que la seule droitisation. ■

EXTRAITS
LE PARI RISQUÉ DE LA DROITISATION

Critiquant le choix de Copé/Buisson de droitiser la ligne de l'UMP, le politologue (pourtant de droite) Dominique Reynié met les siens en garde à partir de l'exemple américain :

« Il faut être très attentif à ce qui vient de se produire aux États-Unis. Si le parti républicain a perdu face à un candidat pourtant sortant et très affaibli par la crise, c'est parce qu'il s'est trompé d'époque. Aimanté par le radicalisme populiste du *Tea Party*, il n'a pas vu que la société américaine est devenue multiculturelle, que les femmes y jouent un rôle plus important, que le rapport à la politique a été bouleversé par les réseaux sociaux, etc. Toute l'Amérique nouvelle a voté Obama parce que le parti républicain n'a pas su la voir, la comprendre, n'a pas su lui parler. Le même aveuglement menace la droite française. En 2007, Nicolas Sarkozy avait combiné les éléments d'une droite sécuritaire avec ceux d'une droite ouverte sur les questions économiques et sociétales ; en 2012, il s'est laissé imposer une vision ruralo-identitaire et eurosceptique impossible à porter ».

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. » Karl Marx, Friedrich Engels - *L'Idéologie allemande.*

Aragon, *L'homme communiste*

« *L'homme communiste*, en 1946 ce livre est né de la constatation nécessaire de ce nouveau héros des temps modernes, rendue accessible à tous, contrôlable par tous, grâce à la vertu des faits, de l'histoire. » Le premier tome de *L'homme communiste* est publié en 1947. Lorsqu'on lui propose de retravailler son texte en 1953, Aragon écrit un deuxième tome en « tenant compte du temps et des évènements, il fallait étendre [le livre] à des images peu nombreuses, mais typiques, de l'homme communiste, tel que, dans cette période de notre histoire, il a continué à se manifester ».

Préface de Francis Combes

Quelques mots pour aujourd'hui...

Voici un livre dont on ne pourra pas soupçonner l'éditeur de le rééditer pour céder à un effet de mode...Mais qu'on y prenne garde il pourra surprendre plus d'un lecteur. Tout d'abord, c'est un livre d'Aragon, et à ce titre il ne peut guère laisser indifférent. Rien de ce qui est sorti de cette plume ne nous indiffère. Qu'il suscite un engouement qui confine parfois chez certains de ses admirateurs à la passion ou une haine tenace que les ans n'ont pas suffi à effacer, Aragon ne laisse pas indifférent. Et on sait, plus ou moins, même quand on ne prend pas la peine de le lire vraiment, ou l'on devrait savoir qu'il est et demeurera l'un des plus grands écrivains de la langue française et que son œuvre, par son ampleur et ses beautés, le situe dans la lignée et à la hauteur de Ronsard ou Hugo. Mais il y a plus...
Ceux qui auront la curiosité de se lancer dans la lecture de ces pages devraient à mon sens être touchés par la leçon humaine et politique qui s'en dégage. (...)
Il est certain qu'à bien des égards Aragon parle d'une époque qui n'est plus, une époque par exemple où le communisme n'était pas seulement défini comme « le mouvement du réel qui abolit l'état de choses existant » (ce qui peut dire beaucoup... ou pas grand-chose) mais comme un idéal, une société supérieure qui méritait qu'on fît pour elle la révolution et qu'on y consacrât sa vie.

Aragon nous parle d'un temps où importait ce qu'on nommait la « morale communiste ». Certes, cette morale-là fut souvent caricaturée. Et parfois par les communistes eux-mêmes, dont la rigidité et parfois la pudibonderie (ici comme là-bas) a pu entraîner bien des malheurs personnels. Mais la morale communiste, avant toute chose, était cet idéal qui consistait pour les militants à trouver naturel de se dévouer pour le bien commun, la défense de leur classe, la liberté de la nation et la solidarité internationale des peuples. Je n'ai pas la naïveté de croire que tous les communistes se comportèrent toujours et partout de façon exemplaire. (Il y eut sous le stalinisme tant de communistes bourreaux d'autres communistes qu'il est impossible de l'oublier...) Et sans aller si loin, je milite depuis assez longtemps pour savoir que le goût du pouvoir, le suivisme ou l'imbécillité peuvent aussi sévir dans les rangs des communistes. Mais il est vrai que le Parti communiste se distinguait des autres par cela qu'on ne devenait pas communiste pour faire fortune ou carrière, que les dirigeants et les élus acceptaient de vivre avec un salaire d'ouvrier et que la promotion intellectuelle qu'il offrait à de nombreux militants ouvriers ne les conduisait pas à sortir de leur classe mais à mieux lutter à son service. Dans un des textes présentés ici (« Écrit pour une réunion de quartier »), Aragon qui ne prend jamais la posture du théoricien ou du philosophe, donne du communiste une définition qui, je crois, est toujours très parlante pour beaucoup de communistes d'aujourd'hui.[...]

Pour beaucoup, le communisme n'a plus de véritable doctrine et n'est, au mieux, qu'une politique pétrie de bonnes intentions.
C'est que nous vivons un moment où les peuples ont un urgent besoin d'une nouvelle synthèse théorique, rendant le monde à nouveau lisible et transformable. L'avenir des communistes comme courant dans la société et la culture est certainement lié à leur capacité de reformuler la théorie adaptée à l'époque de la mondialisation et de sa crise. En clair, il s'agit, si on veut retrouver le souffle révolutionnaire, la capacité d'enthousiasme et d'entraînement, par-delà les nécessités politiques du moment auxquelles chacun fait face comme il peut, d'être capables de donner vie, dans les conditions d'aujourd'hui, à la vieille idée toujours neuve : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous.

Une telle théorie, permettant d'ouvrir pratiquement la voie au dépassement des aliénations et oppressions de toutes sortes dont souffre toujours l'humanité, ne pourra pas faire longtemps l'impasse sur la question morale, la question du devenir de l'homme et de la femme.
Sans doute ne s'agit-il pas de renouer avec les formules anciennes de « l'homme nouveau », dont on sait aujourd'hui qu'elles étaient entachées d'idéalisme et qu'elles sous-estimaient en l'homme les contradictions. Marx lui-même parlait d'ailleurs plutôt d'homme-total et il n'imaginait pas que l'homme de l'avenir puisse faire table rase du vieil homme dont il fallait se dépouiller. Le philosophe Henri Lefebvre nous offre peut-être une piste quand il écrit « l'avenir de l'homme, c'est le monde »… mais cette réflexion sur le futur de l'homme gagnerait beaucoup à ne pas oublier les exemples que nous livre Aragon de ces hommes communistes qui, comme personne avant eux, essayèrent de se placer dans les actes essentiels de leur vie du point de vue de l'avenir.

Extraits du chapitre I « Écrit pour une réunion de quartier », 1946

« Mais qui ne voit que le communiste est de nos jours l'héritier, le représentant de toute grandeur humaine, de tout esprit de sacrifice, de tout héroïsme français ? Le chrétien, lui, je veux dire le chrétien qui agit comme il est écrit, qui vit et meurt suivant les principes proclamés du christianisme, le fait croyant, au-delà de la mort, à un autre monde, à une punition et à une récompense. Dirai-je que pour moi cela ne le diminue pas à mes yeux, car ce qui m'importe c'est la pureté, la beauté, le désintéressement en ce monde-ci… cependant, songez que le communiste, lui, n'attend vraiment rien pour lui-même.
S'il donne sa vie, comme soixante-quinze mille des nôtres l'ont fait devant les fusils des pelotons d'exécution allemands, et de bien d'autres manières, sa récompense est que les siens, que les Français, les hommes de son peuple, de sa nation, grâce à ce sacrifice, seront un tout petit peu plus près du bonheur que s'il n'avait pas accepté le martyre. La récompense pour le communiste est affaire de l'espèce humaine et non de l'individu. La croyance au progrès, au progrès indéfini et infini de l'homme, en la montée de l'humanité vers un soleil que, lui, ne verra point mais dont il aura préparé obscurément l'aurore, voilà ce qui anime et soutient le communiste, voilà l'idéal du communiste. Entre cet idéal et l'idéal chrétien, il est sûr que moi j'ai choisi. Mais cela ne m'empêche pas de rendre hommage à ces chrétiens qui se conduisent sur cette terre, comme un communiste considère bel et bien qu'on se conduise. Je m'étonne souvent du peu de réciproque, du peu de charité chrétienne de certains catholiques devant la vie et la mort des communistes. Il faut parler de la vie et de la mort des communistes. C'est peu de concéder que l'homme communiste n'est pas l'homme au couteau entre les dents ! On se fait, hors des rangs communistes, une idée un peu simple de ce qui amène un homme à être communiste. Le plus généralement, les gens pensent que c'est par une manière de fatalité qu'on le devient, entraînement de milieu, de classe même, ou simplement par basse envie de ceux qui vivent mieux, jalousie de ceux qui possèdent… remarquez qu'on peut envier les autres, leurs biens, sans devenir communiste : c'est même là ce qui entraîne plus généralement les hommes au jeu, à la spéculation ou à l'escroquerie. Et les joueurs, les gens de Bourse et les escrocs sont rarement communistes […]

L'homme communiste… il était un ouvrier comme un autre, celui-là, avec une femme, des enfants, travaillant, gagnant après tout sa vie, en 1936, quand au-delà des Pyrénées s'éleva l'appel tragique du peuple espagnol… et on a vu ces métallos, ces mineurs, ces simples comptables, des gens des Ptt, des cheminots… tout quitter, du jour au lendemain, tout donner et se battre. Pendant que les hommes qui aujourd'hui font les philosophes se demandaient si vraiment Mussolini et Hitler avaient envoyé des soldats en Espagne, et si nous devions nous mêler de cette histoire… L'homme communiste qui a compris que défendre Madrid, c'était défendre Paris, comment était-il devenu communiste ? Par basse envie, par entraînement de milieu ? Ah, ce n'est pas un sujet d'ironie après ces terribles années, terribles pour les communistes dès 1939, quand ils furent jetés en prison, pourchassés, condamnés par ceux qui portaient comme eux le nom de français… ce n'est pas un sujet d'ironie, après ces années où même les anticommunistes forcenés n'oseraient pas publiquement dire que c'est pour des raisons basses, d'entraînement ou d'envie, que tant de communistes ont tout à la France donné ! Peut-être devient-on communiste, sans doute devient-on communiste, pour des raisons de classe. Et l'aveu en est sanglant aux lèvres de ceux qui sont les responsables de la solidarité ouvrière contre l'égoïsme bourgeois. Mais ces raisons de classe, à une époque où monte du meilleur de l'humanité, cette force pure, la force du travail producteur, ces raisons de classe, les partagent ceux qui sont nés ouvriers, et ceux qui du sein de la bourgeoisie où le hasard les a fait naître, reconnaissent dans la classe ouvrière la porteuse de l'avenir humain… et je vous le dis, oui, ce sont des raisons de classe qui font qu'un Langevin, un Joliot-Curie, un Picasso, un Éluard deviennent des communistes. Mais ces raisons de classe, que les anticommunistes ne les invoquent pas trop haut ! Elles sont l'honneur des communistes. Un Langevin, un Joliot-Curie, un Picasso, un Éluard, il n'y a pas besoin de demander si c'est l'envie ou l'entraînement qui les a faits communistes.

L'homme communiste, ouvrier, paysan, intellectuel, c'est l'homme qui a une fois vu si clairement le monde qu'il ne peut pas l'oublier, et que rien pour lui désormais ne vaut plus que cette clarté-là, pas même ses intérêts immédiats, pas même sa propre vie. L'homme communiste, c'est celui qui met l'homme au-dessus de lui-même. L'homme communiste, c'est celui qui ne demande rien, mais qui veut tout pour l'homme. Oui, il envie mille choses, le bonheur, la santé, la sécurité, mais pour tous, et au prix de sa santé, de son bonheur, de sa sécurité, de son existence. Si tel n'est pas l'homme communiste, expliquez-moi Valentin Feldman. Il était esthéticien, disciple de Victor Basch, professeur. On rapporte de lui deux mots. Comme on hésitait, c'était aux premières heures de la résistance, à le charger de tâches humbles et dangereuses, à porter des explosifs par exemple, il répondit à celui qui représentait pour lui son parti : Vous pouvez tout me demander. Et devant le peloton d'exécution allemand, il cria : Imbéciles, c'est pour vous que je meurs ! Voilà l'homme communiste.

Expliquez-moi le philosophe Georges Politzer, donnant toute sa vie aux tâches de la documentation économique, sacrifiant son œuvre à son parti, avant de tomber fusillé par les nazis au mont Valérien ?

Et Paul Vaillant-Couturier, qui a sacrifié à une vie épuisante dont il est mort avant l'âge, son œuvre d'écrivain ? Voilà l'homme communiste. » ■

Extraits publiés avec l'aimable autorisation de l'éditeur.

PAR **CLAUDE GINDIN***

Le PCF et la culture : après Argenteuil, des années fécondes

Dans les trente années qui suivent le Comité central d'Argenteuil (1966), le Parti Communiste Français réaffirme une conception globale de la culture, qui doit être portée dans le combat politique

***CLAUDE GINDIN** est professeur agrégé d'histoire.

Sur la culture, on fait dire beaucoup de choses, parfois même vraies, au comité central du Pcf réuni à Argenteuil en mars 1966. Les trois décennies suivantes aussi pourraient être mieux connues. Parlait-on de la culture produite et acquise par les sociétés humaines au cours de l'histoire ou de la culture dont disposent des individus – l'une n'allant pas sans l'autre, mais l'une n'étant pas l'autre – il s'agissait toujours de porter une conception de la culture dans le combat politique, non d'affirmer l'importance de la culture pour celui-ci. Le propos s'adressait à toute la société. Il était de rassembler contre l'adversaire de classe avec des idées, des propositions, des revendications. Pas de convaincre les siens du rôle de la culture pour l'efficacité de leur combat. Non que celui-ci fût sous-estimé : les programmes des écoles centrales puis nationales du Pcf témoignent du contraire. Le but n'était pas non plus de conquérir une hégémonie culturelle, c'est-à-dire en fait idéologique, sur la société. N'idéalisons pas ces temps qui furent aussi pour le Pcf ceux d'une impasse stratégique. On se bornera ici à quelques idées dont il n'est pas indispensable de se priver, notre article de *La Pensée* « Culture : affirmations d'une conception » (n° 340, oct.-déc. 2004) donnant d'autres développements.

CRÉATION ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE ET CRÉATION SCIENTIFIQUE

« La culture, c'est le trésor accumulé des créations humaines. Et la création artistique et littéraire est aussi précieuse que la création scientifique, dont elle ouvre parfois les voies. [...] L'héritage culturel se fait chaque jour, il a toujours été créé *au présent*, c'est le présent qui devient le passé, c'est-à-dire l'héritage. C'est pourquoi l'on ne saurait limiter à aucun moment le droit qu'ont les créateurs à la recherche. » On doit ces phrases à Aragon, dans la partie de la résolution du comité central d'Argenteuil qu'il a rédigée. Cette résolution n'était cependant pas sans contradiction, avec un domaine réservé au sein de la culture, la « théorie marxiste » dont il est dit que « la responsabilité de la théorie incombe aux partis marxistes-léninistes, qui représentent la classe ouvrière, dirigent ses luttes et incarnent son expérience. » Sans que soient certes vraiment clarifiés les rapports du PCF aux élaborations théoriques, la contradiction est levée dans un discours où Georges Marchais déclare le 27 novembre 1979 que « la théorie n'est pas la propriété des communistes. » Argenteuil n'a ainsi pas été suivi d'un surplace. Sa conception globale de la culture a ensuite été réaffirmée par tous

> *« Le problème, dit Roland Leroy en novembre 1968, n'est pas de fabriquer un ersatz de culture à la portée de la classe ouvrière, mais de faire disparaître les obstacles sociaux qui freinent l'accès de la classe ouvrière à la culture contemporaine. »*

les responsables de ce domaine dans les trente ans qui ont suivi : Roland Leroy, Jacques Chambaz, Guy Hermier, Antoine Casanova. Chacun à sa manière, tous ont combattu la segmentation de la culture ou sa réduction à l'une de ses composantes. De là, en rapport avec la place nouvelle des ingénieurs et techniciens dans la société, un débat avec d'autres responsables communistes qui reprenaient à leur compte la notion de « culture scientifique et technique ». Ceci sur un fond d'accord pour s'opposer à la sous-estimation des

composantes scientifiques et techniques de la culture. Comme le dit alors Jean-Pierre Kahane : « chaque individu ou groupe social a besoin d'un système de repères pour se retrouver dans un monde en pleine évolution, ce qui suppose des repères tout à la fois fiables et mobiles, des repères qui épousent le mouvement des connaissances » ; « on ne trouvera les repères convenables pour maîtriser notre époque, qu'en restant au niveau des connaissances scientifiques et techniques » ; « il ne s'agit pas de tout savoir, mais d'épouser les grands mouvements ; être capable avec ces repères, de porter un regard critique sur l'évolution du repère lui-même ». (*Révolution*, nº 268, avril 1985)
Quant à ce qu'un individu peut approcher, connaître, faire fructifier du patrimoine existant, de sa culture personnelle donc, les inégalités sont profondes, profondément enracinées et âprement défendues. Pour le PCF, le peuple, chacun dans le peuple, a droit au meilleur. « Le problème, dit Roland Leroy en novembre 1968, n'est pas de fabriquer un ersatz de culture à la portée de la classe ouvrière, mais de faire disparaître les obstacles sociaux qui freinent l'accès de la classe ouvrière à la culture contemporaine. » (R. Leroy, *La culture au présent*, 1972). La question, très vive en 1968, ne s'est pas éteinte après. Notamment concernant celles des avancées de la connaissance et des créations artistiques qui ouvrent, par leur existence même, sur une nouvelle perception possible du monde. Celles que Jacques Chambaz qualifie de « grandes percées qui organisent les questions et qui entrent en résonance pour dessiner le paysage culturel et intellectuel d'une époque. » (J. Chambaz, *La patience de l'utopie,* 1992).

CULTURE ET HOMINISATION

Cette vision cultivée de la culture saisit plus explicitement au fil des ans la culture comme constitutive du processus historique venant de loin et toujours inachevé d'hominisation : « la culture, comprise comme l'ensemble des démarches par lesquelles l'humanité s'autoconstruit » écrit Jacques Chambaz dans le même livre (p. 188). Elle aide à asseoir en raison l'importance reconnue au sensible et à l'imaginaire car, écrit dans un article au titre significatif, « Culture, histoire humaine », Antoine Casanova à propos des œuvres artistiques, celles-ci ont « une immense et subtile capacité de résonances symboliques directes et indirectes, conscientes et inconscientes, qui sont tout à la fois historiquement situables et historiquement mouvantes et inépuisables. [...] L'accès à ces œuvres et aux pratiques qui s'y rattachent est ainsi source d'irremplaçables possibilités dans l'exercice de toutes les formes d'activité de mémoire et de pensée comme dans la perception la plus fine des multiples relations entre les différents niveaux du réel. L'appropriation des dimensions esthétiques de la culture constitue ainsi une richesse dont l'absence est mutilante pour les citoyens. » (*La Pensée*, nº 310, avril-juin 1997).
Dans les vingt dernières années du siècle, la révolution technologique dans la production, la reproduction, la transformation, le transport, la distribution des images, des textes et des sons a ouvert, avec la numérisation, des possibilités inédites à la création des œuvres et à leur diffusion. En même temps, elle a levé des barrières à la pénétration dans de nombreux domaines de la logique marchande capitaliste. Le PCF est particulièrement attentif, écrit en 1986 Lucien Marest qui a joué un grand rôle dans toute cette période, au fait que les critères de gestion du capital « portent en eux la tendance à l'uniformisation des produits rentables, donc à la normalisation des cultures sur un modèle unique. Or, il n'y a pas de culture universelle sans diversité de ses sources » (« La culture "made in Lang" », *La Pensée*, nº 249, janv.-fév. 1986)
Argenteuil fut à la fois un point d'arrivée et un point de départ. Les problèmes auxquels le PCF s'est trouvé confronté se sont transformés et lui-même s'est lesté d'une appréhension plus informée de la nature des outillages objectifs et subjectifs dont l'humanité s'est dotée et se dote. On peut le mesurer dans la synthèse proposée par Antoine Casanova à la fin de la période (même article de 1997) : « La culture [...] est ainsi constituée par tout ce qui contribue à faire d'un sujet humain un être social, pleinement développé. La formation et l'enseignement, l'activité productrice et les qualifications, la connaissance scientifique et technologique, la pratique de toutes les formes d'expression artistique, l'exercice de la démocratie (de l'entreprise à la cité, la région, la nation) constituent autant de moyens et d'outillages matériels et symboliques pour élargir les capacités humaines, donc autant de moyens de culture. » ■

Les territoires sont des produits sociaux et le processus de production se poursuit. Du global au local les rapports de l'Homme à son milieu sont déterminants pour l'organisation de l'espace, murs, frontières, coopération, habiter, rapports de domination, urbanité... La compréhension des dynamiques socio-spatiales participe de la constitution d'un savoir populaire émancipateur.

PAR **CORINNE LUXEMBOURG***

La patrimonialisation : marqueur social et politique de territorialité

La réinterprétation des friches industrielles est une question politique et sociale forte. L'alternative se joue entre hauts-lieux et non-lieux.

***CORINNE LUXEMBOURG** est géographe. Elle est maître de conférences à l'université d'Artois

Aborder les villes industrielles par le biais du patrimoine, dans le contexte néolibéral, suppose deux choses : que l'on considère le patrimoine industriel comme partie intégrante des objets patrimonialisés, et cependant qu'habiter le patrimoine industriel a ceci d'original qu'il s'agit d'un patrimoine récent, lié au travail et aux conflits de classe qui en découlent, lié aussi à la violence contemporaine des suppressions d'emplois massives et des fermetures d'unités de production. Aussi interroger le patrimoine industriel comme élément de revitalisation ne peut faire l'impasse sur la persistance de ces conflits, mais doit aussi se concevoir comme un moyen de refuser la mort des territoires. En cela, la question de la patrimonialisation, dans ces villes industrielles, perdure comme une problématique politique et sociale forte, modifiant les fonctions urbaines et/ou s'adaptant à leurs modifications.

RÉINTERPRÉTATION DU BÂTI

Toutes les friches industrielles ont en commun d'être la manifestation d'un abandon, d'une perte de la fonction première, le témoignage d'une crise. La friche marque la fin d'une territorialité, d'interrelations entre la ville et l'espace productif. Elle est le résultat des renouvellements de formes de production et d'emplois, des principes de localisation, et de la répartition mondiale des activités. Ce patrimoine industriel est donc un patrimoine à part, associé à une vie sociale ouvrière en berne, à un dynamisme économique révolu. Il est aussi souvent mal accepté, vu comme une dépréciation du paysage, une perte sur les plans esthétique, économique, écologique.

Le paysage de la ville industrielle est ordonné selon un urbanisme fonctionnaliste. Cette fonctionnalisation industrielle de la ville, par le processus de désindustrialisation actuel, conduit à la fin de son urbanité, c'est-à-dire à la perte de tous les avantages liés à la fonction de centralité, à celle d'espace public, à ce qui fait la ville. La mémoire de l'ensemble de la population des villes industrielles permet donc de parler d'une identité qui se territorialise sur l'espace public. Le passage de ce qui est de l'ordre de l'espace vécu comme lieu de travail, au « lieu de mémoire » collective, est lui aussi une marque de la désindustrialisation et contribue à faire de ces villes une interface temporelle mais aussi identitaire.

> *« C'est un rapport de différences sociologiques, de sentiment d'appartenance à un groupe plutôt qu'à un autre qui s'immisce ainsi dans le rapport au lieu, dans la façon de l'habiter. »*

La patrimonialisation, la muséification, qu'elles obéissent à une volonté militante locale ou à une démonstration de savoir-faire et de savoirs techniques, portent en elles une charge affective, une lecture du passé. La réinterprétation du bâti sous d'autres formes, répondant aux injonctions d'un présent plus tourné vers le tertiaire tend à commuer le passé en objet de consommation, de spectacle. Ce faisant la réaffectation du bâti industriel implique une pacification de la mémoire, rendue propre à consommer, ou bien parce que les nouvelles activités n'auront plus rien à voir avec les activités précédentes ou bien parce que la muséification aura pétrifié le témoignage de l'héritage industriel.

Le changement de fonction de l'édifice

Parcours des Rescapés. Méricourt (Pas-de-Calais)

entraîne la modification du regard et de sa perception par la population. Sa présence dans l'espace public n'a plus le même caractère. Ce sentiment est amplifié lorsque le bâtiment industriel, comme parfois les quartiers ouvriers, gentrifié au point de n'avoir plus que très peu de rapports avec son identité première. En effet, la visibilité de l'objet industriel mis en scène de cette sorte est dépendante de la démarche que fera l'usager, qu'il s'agisse d'un musée, comme celui de Lewarde, mis en valeur par les Houillères du Bassin Minier du Nord-Pas-de-Calais, ou des usines Menier de Noisiel, converties en siège social de l'entreprise Nestlé, mais dont l'image est utilisée comme identité et symbole du savoir-faire. On peut alors parler de confiscation du patrimoine ou autrement d'une forme d'amputation de l'identité du territoire. C'est un rapport de différences sociologiques, de sentiment d'appartenance à un groupe plutôt qu'à un autre qui s'immisce ainsi dans le rapport au lieu, dans la façon de l'habiter. En ce sens, l'amputation de l'identité, de l'imaginaire et de la territorialité de l'industrie transcende les classes sociales. Il y a, certes, l'emploi perdu, la difficulté d'en retrouver un, mais aussi la confiscation de l'habiter, de l'espace vécu et avec la part de fierté commune à toute une population.

HAUTS-LIEUX

L'alternative possible se joue entre non-lieux et hauts-lieux. Le choix de la mise en scène de nouveaux hauts-lieux participe donc de la fabrication d'une résonnance identitaire. Il est alors indubitable que des éléments comme les chevalements de mines, le parcours des rescapés à Méricourt commémorant la catastrophe de Courrières, les outils, marteau-pilon ou presse à emboutir peuvent constituer des hauts-lieux. Ils ne le peuvent que si le patrimoine est conçu comme pouvant synthétiser cette mémoire commune. À quarante ans d'intervalle, deux communes, Le Creusot en 1969 et Gennevilliers en 2008 ont fait le choix de placer dans l'espace public un outil monumental, qui lors de son fonctionnement n'était pas visible. Pour chacune des villes l'outil choisi est porteur de son histoire industrielle et de son imaginaire : pour la première, le marteau-pilon à vapeur rappelle qu'il fut le premier outil à vapeur, pour la seconde, la presse à emboutir électrique Toledo-Bliss des usines ETG-Chausson porte la mémoire de l'un des premiers berceaux de l'industrie automobile française. Tous deux sont des outils imposants, et témoignent de la place prise par l'industrie dans la mémoire collective de chacune des villes. La place qui leur est réservée dans l'espace public est similaire, l'un en entrée de ville, l'autre marquant le nouveau centre-ville.

Pour l'ensemble de ces villes industrielles, l'image du travail est fortement ancrée encore. Il s'agit d'un difficile équilibre politique et social à trouver pour des territoires qui sont loin d'être des territoires morts. Les fragmentations sociales qu'ont connues ces villes ont provoqué réactions, conflits et résistances qui perdurent bien après, conservant aussi une fragmentation territoriale. La mise en valeur de ce patrimoine industriel accompagne alors un refus de mourir, une sorte d'ultime attache à la territorialité avant, peut-être, de symboliser une géographie du manque, de l'ablation.

Sans doute, enfin, que ce patrimoine récent et nombreux ne subsistera pas dans sa totalité, ne participera-t-il pas dans son entièreté à une conversion dans l'industrie culturelle, sous forme d'image de marque par exemple, achevant alors les processus de confiscation et de déterritorialisation des identités passées et ouvrant, après l'oubli, sur d'autres pratiques, d'autres mémoires régionales, reconstruites, pacifiées, voire folklorisées pour répondre à une sorte de standardisation touristique et mémorielle. Alors les fonctions urbaines des villes industrielles auront tout à fait muté. ■

Presse Toledo Bliss à Gennevilliers (Hauts-de-Seine)

La culture scientifique est un enjeu de société. L'appropriation citoyenne de celle-ci participe de la construction du projet communiste. Chaque mois un article éclaire une actualité scientifique et technique. Et nous pensons avec Rabelais que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme ».

Par **Claire Mousset***

Controverse Séralini : de la difficulté de la preuve scientifique

La perversion du système devient dangereuse, il est urgent de redonner à la recherche publique les moyens de mener des études sérieuses et indépendantes sur les OGM.

***Claire Mousset** est génétitienne. Elle est chercheur en génétique et amélioration des plantes à Institut national de la recherche agronomique (INRA).

La publication le 19 septembre 2012 d'un article scientifique de Gilles-Éric Séralini (professeur de biologie moléculaire à l'université de Caen) et de sept collaborateurs du Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique (CRIIGEN) a déclenché une déferlante médiatique très spectaculaire, avec notamment, dès le lendemain, la une du journal *Le Nouvel Observateur* : « Oui, les OGM sont des poisons ! ». Il s'est ensuivi une bataille d'experts attaquant ou défendant la valeur scientifique de l'article de Séralini.

Bien difficile pour le non spécialiste de se faire une opinion par lui-même, car l'article est publié en anglais et en langage scientifique… Voici en résumé la controverse :

Les auteurs de l'article affirment que le maïs OGM NK603 résistant à l'herbicide *Roundup* de Monsanto, et le *Roundup* lui-même, provoquent à long terme et à certaines doses, des effets toxiques chez une souche particulière de rats. À d'autres doses, en revanche, les tumeurs sont moins fréquentes que dans le lot non alimenté avec du maïs NK603. Les résultats diffèrent selon qu'il s'agit de rats mâles ou femelles. La particularité de l'étude est d'observer l'effet toxicologique à long terme ainsi que les effets *cocktail* OGM + herbicide.

LES AMBIGUÏTÉS

L'agence de sécurité sanitaire (Anses), le Haut conseil des biotechnologies (HCB) et l'autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), ainsi que les Académies nationales d'agriculture, de médecine, de pharmacie, des sciences, des technologies, et vétérinaire, rejettent les conclusions de l'étude Séralini. Plusieurs experts, nutritionnistes, toxicologues, généticiens, ont dénoncé dans les grands média ce qu'ils considèrent comme la non-validité scientifique de ces résultats. On peut constater que, souvent ces scientifiques sont liés aux conclusions des comités d'experts (Anses, HCB, EFSA…) qui ont proclamé précédemment l'innocuité pour l'homme de ce type de produits. Les principales critiques qui sont faites à cette étude portent sur le choix de la souche de rats (qui aurait tendance à développer spontanément des tumeurs) et sur le nombre de rats utilisés (jugé insuffisant pour assurer sa validité statistique). Est mis également en avant le financement de l'étude par Carrefour notamment, qui voudrait vendre son image « produits non-OGM » (en France… mais pas dans d'autres pays !). Le sérieux de la revue américaine *Food and Chemical Toxicology* qui a publié l'article est mis en cause. Enfin, on dénonce le caractère spectaculaire de la communication de Séralini exhibant au journal de 20 heures des rats déformés par les tumeurs.

> *« Pour les OGM comme pour toute innovation, il faut établir la balance bénéfices/risques et répondre à la question : qui va en tirer bénéfice ? Seule une recherche publique indépendante avec des salariés sous statut de fonctionnaire peut y contribuer. »*

À l'inverse, parmi les soutiens (y compris critiques) à l'étude de Séralini, on compte entre autres 140 chercheurs signataires d'une lettre ouverte dans *Le Monde* du 14 novembre 2012. Ils insistent sur sa longue durée (deux ans), alors que les études précédentes étaient de quatre vingt dix jours seulement. Plusieurs statisticiens reconnus ne trouvent pas que le schéma statistique soit scandaleux. Il est affirmé que le protocole de Séralini est très comparable à ceux utilisés dans les études financées par Monsanto pour « démontrer » l'innocuité de ce type de produit et qui, à l'époque, n'ont pas soulevé de doutes sur leur validité. D'autres rappellent que nombre d'experts qui ont conclu en faveur des produits Monsanto et tentent de décrédibiliser Séralini, bénéficiaient de contrats de recherche avec des firmes de biotechnologie et étaient donc en situation de conflits d'intérêts. Plusieurs études concluant à la non-toxicité des OGM ont été publiées dans cette même revue *Food and Chemical Toxicology* sans que le sérieux de la revue soit critiqué. Enfin, on rappelle la communication, elle aussi très massive et spectaculaire (voire illusionniste sur le « nourrir la planète »), de Monsanto pour les OGM en question.

On peut donc regretter les « ambiguïtés »

et la fragilité du travail de Séralini ; mais il faut alors également le faire pour les travaux antérieurs, et pas uniquement dans ce domaine. Nombreuses sont les études qui « s'arrangent » avec les résultats : rien de plus courant que de supprimer une donnée « aberrante » pour augmenter la validité statistique d'un résultat et publier une belle courbe bien propre, notamment dans les sciences du vivant… Ce n'est pas à proprement parler de la fraude ; c'est le libre arbitre du chercheur d'estimer qu'un résultat anormal est dû à une erreur ou une anomalie et doit donc ne pas être pris en compte. Des procédures de « contrôle qualité » ont été mises en place pour les expérimentations avec des cahiers de laboratoire normalisés qui doivent être régulièrement validés et signés par le responsable du laboratoire. C'est pourquoi les articles scientifiques comportent toujours un paragraphe « matériel et méthodes » détaillé qui doit permettre à d'autres scientifiques de reproduire l'expérimentation.

DE L'IMPORTANCE DE LA RECHERCHE PUBLIQUE

Mais il reste l'interprétation de l'expérimentation et les conclusions que les auteurs en tirent ; ils peuvent mettre en avant telle ou telle donnée et passer sous silence d'autres résultats. L'étude de Séralini a été publiée dans une revue à comité de lecture, c'est-à-dire qu'au moins deux experts indépendants ont dû *reviewer* (relire) anonymement l'article et donner leur accord pour publication, après avoir éventuellement demandé aux auteurs des modifications ou des résultats supplémentaires. C'est la procédure classique de quasiment toutes les revues scientifiques. C'est ce qui fait le sérieux de ces publications, mais là encore, le système n'est pas parfait : les *referees* (référents) ne sont pas toujours compétents dans des domaines très pointus ; ils peuvent appartenir à un courant de pensée opposé aux auteurs ; ils peuvent avoir des conflits d'intérêts ; ou tout simplement peuvent laisser passer des faiblesses dans la publication.

Ce que l'on peut sans aucun doute déplorer dans cette controverse Séralini, c'est qu'elle a eu pour effet de détériorer encore l'image de la recherche, y compris publique, et la confiance que les citoyens lui portent. Quelle est réellement son indépendance, donc sa crédibilité ? À partir du moment où des études sont financées par des industriels ou des groupes de pression, le doute est permis. Hélas, la recherche publique reçoit de moins en moins de crédits récurrents de l'État, et de plus en plus sur projets et par contrats avec l'apport de financements « extérieurs ». Les chercheurs fonctionnaires de l'État (ce qui leur garantit normalement liberté et indépendance) sont peu à peu remplacés par des précaires (joliment classés dans la catégorie « post-doctorants ») qui passent d'un CDD à l'autre, d'un sujet à l'autre, et doivent enchaîner les publications. Car on évalue les chercheurs sur le nombre de leurs brevets et de leurs publications (celles dans les revues à comité de lecture pèsent davantage mais selon leur classement international…) et on attribue aux meilleurs chercheurs une « prime d'excellence scientifique ». La perversion du système devient dangereuse, et il est urgent de redonner à la recherche publique les moyens de mener des études sérieuses et indépendantes sur les OGM.

A-T-ON BESOIN DES OGM ?

Comment se fait-il que Monsanto et les autres firmes de biotechnologie aient pu commercialiser leurs produits sans une évaluation indépendante ? On peut d'ailleurs étendre la question aux médicaments et autres. Il paraît normal que les OGM et tous les nouveaux aliments fassent l'objet d'une attention particulière. Il faut donc maintenant que d'autres études soient menées pour confirmer ou infirmer les résultats de l'étude Séralini. Il en est de même pour celles publiées par les firmes de biotechnologies. Mais s'il y a nécessité d'une recherche publique indépendante disposant des moyens de conduire les protocoles lourds indispensables aux études toxicologiques sur les OGM à herbicides et pesticides (comme sur d'autres produits potentiellement toxiques : perturbateurs endocriniens, nanoparticules, etc.), d'un autre côté, est-ce aux fonds publics de financer des études innombrables si on teste la multitude de ces produits, leurs effets cocktails, faibles doses, longue durée, etc. ? N'est-ce pas à ceux qui veulent les vendre (de toute la filière : industriels et distributeurs) d'en supporter le coût ? En tout cas, les pouvoirs publics doivent reprendre en main leur mise sur le marché.

Au-delà de cette controverse Séralini, qui finalement n'est qu'un fait divers, la question fondamentale est : a-t-on besoin des OGM ? Tout dépend du type d'OGM et de son utilisation.

Les OGM sont indispensables à la recherche. Ce sont des outils puissants qui permettent de mieux comprendre le fonctionnement des génomes et des mécanismes moléculaires, et donc le fonctionnement du vivant. Or faut-il rappeler que le premier rôle de la recherche scientifique est de faire progresser la connaissance ? Ensuite les OGM à usage thérapeutique ne sont pas remis en cause : qui regrette le temps où l'insuline ou l'hormone de croissance étaient produites « naturellement » avec les graves problèmes médicaux qui en découlaient ? L'opinion publique ne s'enthousiasme-t-elle pas de la guérison récente d'une fillette leucémique par un virus « atténué » du sida ? D'ailleurs, les thérapies géniques à proprement parler modifient génétiquement les malades et les transforment littéralement en OGM… (mais généralement pas leurs cellules reproductrices, ce qui fait toute la différence). Restent les OGM pour la production agricole, et principalement les PGM (plantes génétiquement modifiées), tel le maïs OGM NK603. Il s'agit principalement d'espèces de grandes cultures (soja, maïs, colza, coton) dont le marché des semences (les semences PGM sont environ deux ou trois fois plus chères que les semences conventionnelles) permet aux entreprises qui les commercialisent de réaliser des milliards de bénéfices… d'où la fièvre qui s'empare de ces puissants *lobbies* dès qu'on attaque les bienfaits de ce type d'agriculture. Et ce sont principalement des OGM qui produisent des pesticides ou sont tolérants à certains herbicides, donc qui n'apportent pas d'innovation directe pour le consommateur. Quant aux agriculteurs qui les cultivent, et particulièrement ceux des pays en développement, ils entrent dans un cercle vicieux qui les lie à ces firmes de biotechnologies et à une productivité dangereuse pour l'environnement et pour eux-mêmes.

Pour les OGM comme pour toute innovation, il faut établir la balance bénéfices/risques et répondre à la question : qui va en tirer bénéfice ? Seule une recherche publique indépendante avec des salariés sous statut de fonctionnaire peut y contribuer. ■

Par **Alain Vermeersch**

Recomposition politique à droite, crise à gauche

Ces dernières semaines ont vu l'exacerbation de la querelle à l'UMP et la prise de distance à gauche, et même à l'intérieur du PS, avec la politique de François Hollande.

LA CRISE À L'UMP PERDURE

J.-C. Gallien, professeur associé à l'université de Paris I-Sorbonne, remarque (*La Tribune* 14/12) « L'UMP se déportant vers la droite, que va faire Marine Le Pen qui avait tendance, plutôt à se recentrer ? Plus à droite ou des alliances ? Elle compte sur les européennes pour se refaire et préparer, avec de nouveaux moyens et de nouveaux visages, la prochaine séquence nationale qui sera son grand rendez-vous, en 2017. Pendant ce temps, le cœur des centres semble se déporter lui aussi vers la droite et battre désormais du côté de l'UDI, sorte d'UDF en réduction. Un mouvement encore mosaïque mais déjà prêt à recevoir notamment les anciens de la Giscardie qui avaient, depuis dix ans, pris leurs quartiers électoraux et de gouvernement du côté de la maison Sarkozy. L'autre versant des centres, le Modem, par l'intermédiaire de son leader, se rapproche de François Hollande. » « Le bras de fer sans fin entre J-F. Copé et F. Fillon nuit aux deux protagonistes. Le "président proclamé" a aggravé sa réputation d'homme de pouvoir sans scrupule tandis que l'ancien Premier ministre peut être vu comme un mauvais perdant chicaneur. » estime E. Dupin (Slate.fr 7/12) Il note « Malgré la crise qu'ils endurent, assez peu de militants de l'UMP rejoignent le FN. » Pour Dupin, « la France est un pays trop politisé pour que l'impuissance croisée de la droite et de la gauche ne soit pas potentiellement explosive. » Ce n'est pas l'opinion de N. Lebourg (*Politis* 7/12) « Quel que soit le futur de l'UMP, une part de son électorat lui fera payer la note. » Son affaiblissement « va le mettre en mauvaise posture pour les élections de mi-mandat, qui devraient être profitables au parti frontiste. D'où la tentation d'alliances de circonstances avec le FN. » Il affirme que « la droite française n'a plus de colonne vertébrale idéologique, elle est ouverte aux quatre vents. Les droites pensent qu'en se crispant sur les questions sociétales et migratoires elles peuvent répondre à la poussée de demande autoritaire induite par la crise. En France, la droitisation fait perdre la droite depuis 2007. »

LE PS MALMENÉ PAR LA POLITIQUE DE L'EXÉCUTIF

« Les députés socialistes n'ont pas seulement applaudi Arnaud Montebourg, cette semaine, parce qu'il avait été traité durement par le Premier ministre, ils ont aussi exprimé leur malaise vis-à-vis de choix économiques qui les laissent en partie désarmés. » relève C. Cornudet (*Les Échos* 7/12). M. Wieviorka critique la difficulté de déceler une inspiration de gauche claire. (*Marianne2* 10/12) « En fait, deux références principales viennent tenir lieu de colonne vertébrale au pouvoir actuel. La première est celle de l'expertise et du savoir-faire technocratique. Deuxième référence : la République. Le discours, ici, se fonde sur des promesses républicaines d'ordre et de sécurité. Pire : l'une comme l'autre peuvent susciter de nouveaux problèmes. La première ne peut que créer ici et là d'intenses déceptions, et, de là, des difficultés politiques considérables. La seconde, risque de s'autonomiser pour devenir un mélange inefficace de répression et d'incantation idéologique. » G. Grunberg remarque que « ce "tournant" ne sera pas du tout du goût de la base du Parti socialiste et de sa représentation parlementaire. L'assise politique de François Hollande apparaît dangereusement étroite. Le gouvernement qui doit affronter à la fois la droite de gouvernement et tous les extrêmes, de gauche comme de droite, ne disposera que du soutien d'un Parti socialiste fondamentalement branlant. » Il poursuit, « Il va être très compliqué pour François Hollande de convaincre ses troupes de se rallier à cette politique "libérale" qui est à l'inverse de ce qu'elles souhaitent et cette difficulté sera d'autant plus grande que les socialistes n'y ont pas été préparés. Cette politique n'est non seulement pas aimée par le Parti socialiste mais elle-même rejetée et pas uniquement par la gauche du parti. » Il rappelle qu'« il n'est plus possible de traiter les affaires intérieures en dehors de l'environnement européen ou des marchés. Or c'est précisément cette emprise que la gauche du parti récuse. » Le « clivage entre Européens et souverainistes » poursuit-il « est orthogonal au clivage gauche/droite et le problème dans les deux camps est d'arriver à faire triompher en leur sein respectif l'optique européenne. De ce point de vue, force est de constater qu'il y a moins de différence en termes de politique économique

entre le PS et l'UMP qu'entre le PS et l'extrême gauche ou entre l'UMP et le Front national. Pour autant, s'il n'y a plus de véritable distinguo entre la gauche et la droite du point de vue des politiques économiques, il y a encore des idéologies, des histoires, des cultures de gauche et de droite. » J.-C. Gallien (*La Tribune* 14/12) analyse « Les fissures au sein des socialistes de "gauche" et de "droite" du gouvernement deviennent des fractures et les "associés" même gouvernementaux d'Hollande et Ayrault ne s'y trompent pas, dépassant, dans leurs commentaires, la critique pourtant sans retour, il y a peu, à leurs yeux de "social démocrate" pour verser dans un président devenu "social libéral" ! Ainsi les Verts à la faveur de ce glissement général semblent se chercher un point de rupture entre Notre-Dame-des-Landes, Florange, le Pacte de compétitivité, le nucléaire,… comme pour se créer les conditions d'un divorce, au moins temporaire, avant les municipales et surtout les européennes de 2014. Tout cela semble créer aussi une ouverture pour le Front de gauche qui tant au Sénat que dans la rue et les médias, entre PC et Jean Luc Mélenchon, se pose en opposant assumé. »

RÉFLEXIONS SUR LE « HOLLANDISME »

Laurent Bouvet (*Le Monde* 10/12) juge que François Hollande avance avec pragmatisme et prudence. Il définit peu à peu un socialisme moins révolutionnaire et davantage tourné vers le compromis. « Le dernier épisode en date, celui de Florange, en a donné un exemple paroxystique. Le président de la République a semblé donner raison à la fois à Arnaud Montebourg et à Jean-Marc Ayrault. » Il considère que « cette pratique du pouvoir, met en lumière un deuxième trait caractéristique du hollandisme : le refus de tout a priori idéologique. L'ancrage du chef de l'État dans le réformisme, dans une perspective sociale-démocrate, à la manière des pays du Nord de l'Europe, est indéniable. Le hollandisme se propose d'entériner, dans la pratique du pouvoir, la fin de l'histoire d'une gauche française marquée par des renoncements aussi spectaculaires que ses promesses. En résumé, de ne promettre que ce que l'on peut raisonnablement tenir, et de gagner, autant que possible, tout ce que l'on peut obtenir. » « C'est quelqu'un qui a une étiquette socialiste, qui a un programme social-démocrate et qui a une politique sociale libérale », lance A. Duhamel. « Son Bad-Godesberg, cela fait longtemps qu'il l'a fait dans sa tête, dans les années 80. » raconte S. Raffy. P. Plassard souligne : « En adoptant le pacte de compétitivité, Hollande s'est rallié à la politique de l'offre de soutien aux entreprises. Il ferme pour un temps toute velléité de relance économique par la demande venant des rangs de la gauche. » « La grande habileté d'Hollande par rapport au programme socialiste a été d'avoir ancré sa campagne dans le respect scrupuleux de l'engagement français de réduire les déficits », analyse E. Cohen. (*Nouvel économiste* 7/12)

J.-C. Gallien résume ainsi la situation *(La Tribune* 14/12) : « [c'est une] crise de recomposition générale ou de décomposition opportuniste en vue de la préparation des scrutins de 2014, et par ambitions pour 2017 ? On en oublierait presque la crise économique et ses maux. »

Chaque mois, des chercheurs, des étudiants vous présentent des livres, des revues...

Une autre critique du capitalisme

PAR FLORIAN GULLI

Une grande partie du marxisme du XXe siècle définit le capitalisme comme une économie fondée sur la propriété privée des moyens de production. Le problème fondamental de ce mode de production est le suivant : une minorité organise de façon autoritaire la production et accapare la richesse produite. Le communisme se définit alors logiquement comme l'appropriation collective des moyens de production. Les débats entre les différents courants pouvaient porter sur la signification de cette appropriation collective (une appropriation par la puissance publique ou par un conseil de travailleurs ?) et sur ses méthodes (réforme ou révolution ?). Néanmoins sur le fond un accord unanime : la sortie du capitalisme est équivalente à l'abolition de la propriété privée et à l'organisation démocratique de la production.

Mais il est une seconde définition du capitalisme, peut-être plus fondamentale. Le capitalisme peut être considéré à partir de sa finalité : la production sans terme assignable, la production pour la production. Le capitalisme ainsi conçu est un productivisme dont le maître mot est la croissance sans fin du Capital et partant la croissance sans fin de la production. « Accumulez, accumulez, c'est la loi et les prophètes » écrivait déjà Marx dans le livre I du *Capital*. Le problème alors n'est plus seulement celui du profit et de sa répartition, mais celui des effets de cette dynamique sans limite sur la nature et sur l'homme. Sortir du capitalisme, dans ce cas, c'est échapper à cette accumulation sans fin.

On peut d'abord pointer le caractère nécessairement contradictoire d'une production illimitée dans un monde aux ressources naturelles limitées. La crise écologique n'est pas un accident de l'histoire du capitalisme ; elle est sa conséquence nécessaire. L'impératif d'accroissement de la production implique l'intensification de l'exploitation des ressources naturelles, qui n'ont plus le temps de se renouveler. Cornélius Castoriadis écrivait voilà 20 ans : « L'écologie est subversive car elle met en question l'imaginaire capitaliste qui domine la planète. Elle en récuse le motif central selon lequel notre destin est d'augmenter sans cesse la production et la consommation ». La « décroissance » part de ce constat et tente d'en dégager les implications politiques. Lorsqu'elle se situe à gauche, cette dernière se définit selon les mots de Serge Latouche comme un « projet radicalement marxiste » de rupture avec le capitalisme. On peut évidemment contester la pertinence du mot « décroissance », tant il engendre de malentendus et de controverses inutiles ; les objecteurs de croissance le reconnaissent d'ailleurs : « en toute rigueur, écrit le même Serge Latouche, il conviendrait de parler au niveau théorique d' « a-croissance », comme on parle d'athéisme, plus que de décroissance. Il s'agit […] de rejeter le culte irrationnel et quasi idolâtre de la croissance pour la croissance », culte selon lequel « plus est toujours mieux ». Mais la querelle de mots ne doit pas faire oublier l'idée centrale : il faut sortir de l'imaginaire de la production illimitée. Ce qui implique de reconnaître que l'augmentation de telle ou telle production n'est pas nécessairement une bonne chose (même si cela crée de l'emploi), que certaines productions doivent diminuer et même parfois disparaître ; tandis que d'autres, essentielles et pourtant négligées (le logement social par exemple), doivent augmenter. La décroissance insiste sur la nécessité de porter des jugements de valeurs sur la nature des marchandises et non sur la seule répartition du profit généré par leur écoulement. Par exemple, imaginons qu'un parti communiste parvienne au pouvoir à Dubaï. Devra-t-il se contenter d'exproprier l'actuel patron de Ski Dubaï – une station de ski couverte construite dans un centre commercial au milieu du désert – pour en confier la gestion à un quelconque *soviet* de travailleurs ? Ou devra-t-il fermer purement et simplement cette aberration écologique et ce symbole de la misère psychologique des nantis ? Non sans s'être posé au préalable la question de la reconversion des salariés. Le problème se pose pour chaque production ; il s'agit de penser le seuil au-delà duquel les nuisances pour l'homme et pour l'environnement (tant urbain que naturel) de telle ou telle marchandise l'emportent sur ses avantages.

On peut souligner aussi – second axe critique – les conséquences psychologiques et culturelles de l'augmentation illimitée de la production. Le capitalisme contemporain n'est plus un système strictement économique. Du fait de sa logique expansionniste, il s'est emparé de presque toutes les dimensions de l'existence humaine. Il est un « fait social total », une nouvelle « culture », une « nouvelle civilisation ».

De nombreux auteurs (hier Michel Clouscard, aujourd'hui Jean-claude Michéa ou encore Dany-Robert Dufour pour s'en tenir à la France) soulignent les effets délétères de cette nouvelle culture parfaitement adaptée aux exigences du capital. Le culte de la nouveauté (il faut toujours la dernière *génération* de ceci ou de cela pour ne pas être *dépassé*) engendre le mépris pour tout ce qui est ancien et durable et partant rend plus délicate la transmission du passé vers le présent (les savoirs scolaires et l'intelligence pratique des anciens) ; l'éloge de la transgression transforme toute interrogation légitime sur la valeur des marchandises en autant de tabou et d'incapacité psychologique à accueillir la nouveauté ; la ringardisation de toute pensée des limites (ne pas s'enthousiasmer pour les dernières trouvailles technologiques, c'est *être conservateur* ou encore « *réac* ») n'est sans doute pas sans conséquence sur le rapport contemporain à l'autorité ; l'exaltation d'une liberté dont l'étendue serait proportionnelle au nombre de marchandises disponibles (de ce point de vue, ce qui condamne définitivement la RDA, c'est moins le contrôle policier que la difficulté de s'y procurer une *Traban*) permet d'occulter la liberté comme engagement politique ; l'appel incessant à la mobilité géographique, qui consonne parfaitement avec les exigences de flexibilité salariale, dévalorise les appartenances et avec elles les solidarités concrètes des communautés de vie, etc.

Il faut encore ajouter que cette nouvelle « culture » engendrée par l'impératif de production/consommation trouve dans la philosophie libérale un soutien constant. Ce que s'emploient à montrer chacun à leur manière Dany-Robert

Dufour et Jean-Claude Michéa. La pensée libérale, selon Dany-Robert Dufour, prend le contre-pied de toute la tradition occidentale, en encourageant la réalisation de toutes nos pulsions au prétexte que les vices privés, selon le mot de Mandeville, feraient le bien public, c'est-à-dire la croissance. Jean-Claude Michéa insiste quant à lui sur une thèse centrale du libéralisme : les institutions doivent être neutres à l'égard de toute valeur. Idée positive : l'État ne doit pas se mêler de la manière de vivre des gens. Le problème est que cette idée désamorce par avance toute critique des formes d'existence portées par la nouvelle culture capitaliste au prétexte que ces jugements seraient purement subjectifs et arbitraires. Par exemple, la résistance à l'implantation d'un supermarché est balayée d'un revers de la main. « Vous n'aimez pas les supermarchés ? Ce n'est qu'une affaire de goût et vous n'avez pas à imposer vos préférences personnelles aux autres ». Et l'on finira par construire la grande surface au prétexte qu'elle est une source de richesse. Bref, la tolérance, mais au service de l'expansion économique et des empires de la grande distribution.
Reste que cette critique soulève un certain nombre de difficultés. Par exemple, le refus de la notion de « progrès » semble unilatéral. Pourquoi ne pas œuvrer pour une réappropriation de ce terme dévoyé, il est vrai, par les libéraux ? On imagine mal des luttes sociales se passant totalement de ce vocable. Autre difficulté, la définition du capitalisme comme production sans limite de marchandises occulte parfois le fait qu'il s'agit en réalité d'un ordre économique cherchant d'abord à accroître le *taux de profit*. Voilà pourquoi toutes les productions n'augmentent pas, pourquoi certaines reculent, quand d'autres, inutiles, se répandent. Organiser la rareté est parfois très profitable.

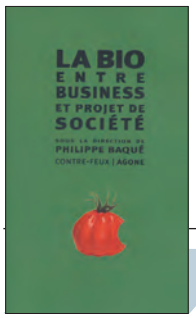
Bibliographie :

Serge Latouche, *Le pari de la décroissance,* Fayard, 2006.

Michel Clouscard, *Le capitalisme de la séduction, éditions sociales, Critique de la social-démocratie libertaire,* 1981.

Dany-Robert Dufour, *La cité perverse. Libéralisme et démocratie,* Folio essais, 2012.

Jean-Claude Michéa, *L'empire du moindre mal. Essai sur la civilisation libérale*, Flammarion, 2010.



La Bio entre business et projet de société

Agone, 2012

PHILIPPE BAQUÉ

Par Augustin Pallière

Alors qu'une nouvelle PAC se négocie à Bruxelles, la « bio » est à la mode. Il est de bon ton de glisser les trois lettres magiques dans n'importe quel discours ou un programme politique, comme il est de plus en plus recommandé de mettre dans les placards de sa cuisine quelques produits avec l'étiquette « AB ». Mais sait-on au moins de quoi on parle ? Sait-on toujours ce que l'on achète ?
La bio, pour la plupart des consommateurs, c'est d'abord un label, c'est-à-dire un cahier des charges défini à l'échelle européenne. Longtemps confinés à un secteur restreint du marché, les produits étiquetés « AB » intéressent aujourd'hui les multinationales de l'agroalimentaire et de la grande distribution. Elles récupèrent le label pour en faire une nouvelle source de profit. En effet, non seulement les exigences techniques du label sont de plus en plus souples, mais surtout, et depuis l'origine, elles ne contiennent rien au sujet des conditions sociales de production. Le grand mérite de ce livre est de donner à voir, à travers une série de cas d'étude, ce que peut être l'agriculture biologique conduite par les intérêts capitalistes : des ouvrières sans-papiers sous-payées pour récolter les fraises en Andalousie aux plantations que se taillent dans le sang les paramilitaires en Colombie ; on est loin du projet des premiers militants de la bio.
Mais ces dérives ne concernent pas uniquement des pays exotiques et des géants de l'agroalimentaire. Les acteurs historiques de la bio en France sont aujourd'hui à la croisée des chemins : comment sortir la bio de son confinement économique et social sans tomber dans les mêmes contradictions que l'agriculture conventionnelle – l'utilisation de produits chimiques en moins ?
La bio comme « projet de société » c'est d'abord la prise en compte des pratiques agricoles non seulement par leurs aspects agronomiques et écologiques mais aussi sociaux, économiques et politiques. Cette piste ouverte, on reste un peu sur notre faim après la lecture de cette série d'enquêtes. Néanmoins en refermant le livre, on a déjà compris que la voie vers une agriculture nourricière, créatrice d'emploi et respectueuse de l'environnement ne passera pas simplement par la labellisation d'une partie croissante des produits consommés.

Héros et héroïnes de la Révolution française

Comité des travaux historiques scientifiques, 2012.

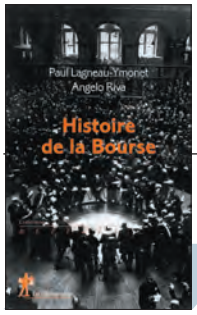
SERGE BIANCHI

Par Côme Simien

La Révolution française marque l'avènement de héros d'un genre nouveau, anonymes d'hier propulsés sur le devant de la scène par leur engagement dans le siècle. L'étude de leurs processus d'héroïsation restait pourtant à mener.
Les auteurs nous rappellent que le héros est l'homme de « l'instant salvateur », un martyr qui défend la cause qu'il croit juste au prix de sa vie. Or, durant cette période, la nation en produit à un rythme inégalé. Ceci s'explique d'abord par le besoin de définir une identité républicaine légitime. La République n'a pas encore d'histoire à célébrer, mais il n'est plus acceptable pour elle de commémorer le passé d'une monarchie de droit divin. Elle doit donc recommencer à zéro et mettre en avant de nouvelles vies exemplaires, capables de pérenniser le régime en établissant des références communes, une norme morale. À titre posthume,

le héros est donc l'un des acteurs majeurs de la légitimation d'un territoire politique.
Le culte héroïque a été l'objet d'une intense pédagogie politique, afin de transmettre au plus grand nombre les leçons que les morts augustes ont à offrir aux vivants. L'art en est un vecteur puissant. En reprenant sur les tréteaux les hommages funèbres rendus aux héros, les apothéoses théâtrales sont emblématiques de cette démarche qui permet l'édification d'une religion civile dont le temple est le Panthéon. Le champ littéraire n'est pas en reste, comme l'illustrent les *Actions héroïques* du général Championnet, qui offrent une suite d'exemples patriotiques mettant en scène de simples soldats : la gloire est désormais à portée de tous.
Toutefois, en accoutumant les citoyens à commémorer des individus extraordinaires, le culte des héros républicains a fini par préparer le terrain à la célébration d'un homme unique et bien vivant : Bonaparte. Après le 18 Brumaire, les fêtes du Consulat promeuvent une éthique militaire faite de fidélité et de dévouement au chef, qui favorise la synthèse entre esprit républicain et nouvelles valeurs dynastiques. À long terme, les héros de la Révolution ont pu contribuer à structurer les mémoires locales, nationales et politiques. Le panthéon des communistes français du XXe siècle s'articule par exemple autour des figures jacobines de Robespierre, Saint-Just et Marat. La défense du gouvernement révolutionnaire qui s'exprime à travers ce choix a un sens que ne résume pas le seul soutien au régime soviétique. Elle relève aussi d'une réflexion des historiens communistes sur la manière dont se terminent les révolutions et se pérennisent leurs effets transformateurs.
Suite d'éclairages singuliers, ce travail collectif dense, au spectre chronologique large et à la lecture féconde (en dépit d'une ou deux contributions inégales), nous permet de mieux comprendre le recours intensif à l'imaginaire héroïque durant la Révolution française et l'usage de ses grandes figures jusqu'à nos jours.

Histoire de la Bourse



La Découverte, 2012

PAUL LAGNEAU-YMONET, ANGELO RIVA

Par Igor Martinache

À l'heure où les actifs financiers s'échangent sur les réseaux informatiques et où la majorité des ordres sont passés de manière automatique par des ordinateurs appliquant les algorithmes préprogrammés, on en oublierait presque que les bourses existent encore, concentrées dans quelques métropoles mondialisées en concurrence les unes avec les autres. Plus encore, chacune représente un espace social concret doté d'une histoire façonnée au rythme des affrontements entre les agents sociaux qui s'y activent. C'est ce que rappellent les auteurs de ce petit ouvrage de synthèse, en s'intéressant plus particulièrement aux transformations qui ont agité la place de Paris depuis sa création en 1724. Envisageant cette dernière suivant sa fonction d'intermédiation, ils retracent son histoire de manière chronologique en proposant un découpage des trois derniers siècles en cinq phases : sa création pour tenter d'encadrer la liberté des échanges de titres alors perçue comme dangereuse ; son essor sous la Restauration et surtout le Second Empire ; son « âge d'or » à cheval entre XIXe et XXe siècles ; les turbulences liées à la « Grande Transformation » bien perçue par Karl Polanyi dans l'entre-deux-guerres ; puis la période consécutive à 1945, marquée par des efforts d'encadrement de nouveaux endigués à partir des années 1970 avec les fameux « 3 D » qui ont affecté le financement de l'économie : dérégulation, désintermédiation et décloisonnement. Autant d'évolutions incompréhensibles si on ne prête pas attention aux rapports de force sous-jacents, et notamment ceux qui ont accompagné la constitution puis le déclin de la corporation des agents de change. Au-delà de ces « rappels » historiques, cet ouvrage montre surtout que l'évolution de la Bourse est animée par « *des enjeux non seulement financiers, mais aussi économiques, sociaux et politiques* ».

De l'agriculture à la ruralité

2012

SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE AGRICOLE PUBLIC (SNETAP-FSU)

Par Augustin Palliere

Ce petit livre réunit les actes des journées d'étude du SNETAP-FSU qui se sont déroulées l'an passé. Les diverses contributions aux débats sont d'abord retranscrites. Il faut saluer l'effort du syndicat pour associer tous les forces progressistes du monde agricole et rural dans leur réflexion : associations de producteurs et de consommateurs, syndicats agricoles, partis politiques, universitaires... autant de portes d'entrée pour saisir les enjeux de l'agriculture et de la ruralité en France. On est donc très loin du corporatisme étroit et le syndicat porte une vision résolument ouverte de l'enseignement agricole aujourd'hui.
Le constat est connu : le modèle agricole mis en place à la sortie de la Seconde Guerre mondiale repose sur la concentration des exploitations, l'intégration des paysans dans les filières de l'*agribusinness*, l'hyperspécialisation des territoires et une dépendance croissante dans les énergies fossiles. Ce modèle aujourd'hui se fissure : les paysans sont partout surendettés, les jeunes ne peuvent plus s'installer, la pollution des sols et des nappes entraîne des conséquences à long terme. Contre le schéma d'une agriculture duale (d'un côté une agriculture productiviste, polluante et exportatrice, de l'autre une agriculture de conservation portée à bout de bras par les aides publiques), il y a un autre modèle à inventer, celui d'une agriculture productrice d'aliments, d'emplois et de liens dans les territoires.
Pour relever ce défi, l'enseignement agricole public peut jouer un rôle central. Il s'agit notamment de faire évoluer auprès des élèves l'image de ce qu'est la « modernité » en agriculture : « la valeur d'une exploitation ne se mesure pas uniquement à la puissance du tracteur sous le hangar ». S'il faut préparer un nouveau modèle d'agriculture pour

demain, il faut bien sûr faciliter l'installation de nouveaux paysans mais aussi donner envie aux jeunes (issus d'une famille d'agriculteurs ou non, comme 80 % des élèves de l'enseignement agricole public) de s'installer.
Et si longtemps l'enseignement agricole a prolongé le modèle d'intégration capitaliste du secteur paysan, c'est parce que le contenu des enseignements, et au-delà le ministère lui-même, est inféodé au *lobbying* de l'industrie agroalimentaire et des dirigeants du syndicalisme majoritaire. Cette inféodation se traduit par un enseignement agricole focalisé sur les problèmes techniques « agricolo-agricoles » visant l'employabilité des futurs travailleurs. Les futurs paysans, et salariés agricoles, n'auraient donc le droit qu'à un enseignement « professionnel » que seuls des « professionnels » seraient à même de leur délivrer. On comprend que les enjeux de la défense de l'enseignement agricole public, aujourd'hui menacé dans sa spécificité notamment par la concurrence organisée d'organismes de formation par alternance sans visée émancipatrice, dépassent le cercle des fermes et des champs.

« Les Gauches latino-américaines au pouvoir »

Recherches internationales, n° 93

Par Alexis Coskun

Quelques semaines après la réélection du président Chavez au Venezuela, la revue *Recherches internationales* livre à ses lecteurs un dossier complet et précis relatif aux dernières évolutions vécues par le sous continent latino-américain.
Dans son article, « Quelles politiques de gauche pour l'Amérique latine ? », Michel Rogalski dépeint les quatre grands enjeux qui cristallisent tant les convergences entre les différents pays latino-américains que leurs divergences : le « rapport à l'extérieur », de l'impérialisme, de Cuba et du Venezuela à la « diplomatie du "grain de sable" développée par la Bolivie sur les questions environnementales et climatiques » ; la prise en compte des inégalités ; la mise en œuvre du pouvoir et enfin la construction d'un développement de type nouveau.
Les processus actuels dans cette région du globe ne sont pas ici appréhendés comme des modèles idéaux. L'interview de Franck Gaudichaud, président de l'association France-Amérique latine, développe ainsi plusieurs critiques, qui tombent parfois dans le travers de vouloir calquer sur le contexte latino-américain des réflexions politiques propres à la situation européenne.
D'autres articles détaillent la situation économique du sous-continent – avec la question d'un nouveau type de « développementisme » au travers d'une contribution très fournie de Luiz Carlos Bresser-Perreira et de Daniela Teuheur, ou celle de l'intégration économique sous la plume d'Alexis Saludjian. Jean Ortiz et Marielle Nicolas adoptent plutôt le point de vue des sciences politiques en questionnant la concordance entre les changements actuels et l'idéologie de Che Guevara.
L'ensemble du dossier rappelle quatre éléments fondamentaux de l'histoire politique de l'Amérique latine :
- une longue tradition de domination par des dictatures inféodées à Washington (liées à la fameuse doctrine Monroe de 1823), qui tend à s'éloigner grâce aux politiques anti-impérialistes ;
- un développement actuel de la contestation de l'ordre capitaliste qui fait suite aux années 1980 où la région constituait le laboratoire des politiques néolibérales en Amérique-latine ;
- un rapport problématique à la notion de « populisme », dans la mesure où cette tradition politique est commune à tous les pays depuis les années 1930 et correspond bien souvent à des politiques de grande ampleur en direction des couches les plus exploitées des populations ;
- enfin, un lien étroit entre question sociale et question nationale : les mouvements progressistes latino-américains ont toujours allié Marx et Bolivar.

« Agir maintenant »

Économie et Politique, n°696-697

Par Igor Martinache

S'il fallait caractériser d'un mot la politique économique et sociale du gouvernement actuel, ce serait incontestablement : ambiguë et contradictoire. À force d'envoyer des signaux tantôt au patronat et tantôt aux classes populaires, son message apparaît à bien des égards brouillé. À moins de savoir lire entre les lignes, comme s'efforcent de le faire les contributeurs du numéro d'*Economie et Politique*. Après avoir décrypté l'inaction de l'exécutif devant l'hémorragie de l'emploi ainsi que les mirages du soi-disant « retard » de l'économie française face à sa voisine allemande, Yves Dimicoli rappelle un certain nombre de propositions du Front de gauche, qui sont aussi l'occasion de souligner les véritables enjeux posés par la situation actuelle : suspension des licenciements, réforme du crédit – avec notamment la mise en place d'un *vrai* pôle financier public – et relance des services publics à l'encontre de leur démantèlement progressif toujours ininterrompu.
Le dossier de ce numéro est pour sa part consacré au suivi de la conférence sociale : Régis Regnault montre ainsi que le changement de méthode affiché en matière de dialogue social n'implique pas de réelles transformations sur le fond et est au contraire lourd de fortes déceptions à venir, à l'instar du Grenelle de l'environnement, faute de mettre sur la table la question de la sécurité sociale professionnelle, avancée par le Front de gauche ou la CGT. Même ambiguïté, note Catherine Mills, s'agissant du financement de la protection sociale, et en particulier des retraites. À lire également entre autres dans ce numéro une analyse de Frédéric Rauch suggérant que le problème de PSA n'est pas le coût du travail, mais celui du capital, ainsi que de mauvais choix stratégiques pris par la direction, ainsi qu'un article de Kent Hudson présentant le *Community Reinvestment Act*, une législation étatsunienne de 1977 obligeant les banques à démontrer qu'elles assurent un financement équitable et prudent de tous les territoires du pays. Un texte dont la récente faillite de Dexia suffit à comprendre l'intérêt de s'en inspirer...

ABONNEZ-VOUS ! À LA REVUE DU PROJET

REVUE RECOMMANDÉE PAR LA RÉDACTION DE MÉDIAPART ET DE L'HUMANITÉ

En ligne sur : projet.pcf.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT TARIF : Durée 1 an/10 numéros : 50 €

❏ **Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de «La Revue du projet»**

SERVICE ABONNEMENT - i-Abo/La Revue du projet
11, rue Gustave-Madiot - 91070 BONDOUFLE

Tél. : 01 60 86 03 31 - Fax : 01 55 04 94 01 - Mail : larevueduprojet@i-abo.fr

(Bulletin à découper ou photocopier et à renvoyer à l'adresse ci-dessus) :

Prénom .....Nom.....

Adresse .....

.....

Code Postal.....Ville .....

Adresse électronique .....Mobile(*) .....

(*) informations utilisées uniquement dans le cadre de l'abonnement

PCF Parti communiste français

Date : ___/___/___

Signature

L'ÉQUIPE DE LA REVUE

Patrice Bessac Responsable de la Revue
Guillaume Quashie-Vauclin Responsable adjoint
Noëlle Mansoux Secrétaire de rédaction
Amar Bellal Sciences
Gérard Streiff Combat d'idées
Marine Roussillon Pages critiques
Nicolas Dutent Mouvement réel/Regard
Alain Vermeersch Revue des média
Corinne Luxembourg Production de territoires
Léo Purguette Travail de secteurs
Côme Simien Histoire
Renaud Boissac Collaborateur
Étienne Chosson Regard
Frédo Coyère Mise en page graphisme

COMITÉ DU PROJET ÉLU AU CONSEIL NATIONAL DU 9 SEPTEMBRE 2010 : Patrice Bessac - responsable ; Patrick Le Hyaric ; Francis Wurtz Michel Laurent ; Patrice Cohen-Seat ; Isabelle Lorand ; Laurence Cohen ; Catherine Peyge ; Marine Roussillon ; Nicole Borvo ; Alain Hayot ; Yves Dimicoli Alain Obadia ; Daniel Cirera ; André Chassaigne.